Compte Rendu d'Activité 2018

~

Projets 2019

Avec notamment ours financier de :

Le Sommaire

Thème	Pages
Rapport moral de Mme la Présidente	4-6
Glossaire – Abréviations	7
Caractéristiques du territoire	8-9
La Gouvernance	10
L'organigramme de la structure	11-15
Les chiffres clés	15-16
Les nouveaux accueillis (profils)	17
Les jeunes accompagnés	18
Des publics cibles orientés par des partenaires	19
Les outils pour favoriser l'insertion sociale	20-26
• La mobilité	*21*
• Le logement	22
• Les ressources	23
• La santé	24
• La citoyenneté	*25*
• Les Loisirs, sports et culture	*26*

Thème	Pages
Les dispositifs spécifiques d'accompagnement	27-32
• Les contrats aidés	28
• La garantie jeunes	29
• *Le PACEA*	*30*
• Les outils d'accompagnement vers l'emploi (Immersions, espaces ressources, service civique)	*31*
• Le parrainage	*32*
• Groupement Créateurs : Insert'Up	*32*
La Formation et l'alternance	33-4
Les Evolutions et enjeux 2019-2022	35-36
Focus sur les Communautés de Communes	37-41
Le Dispositif Local d'Accompagnement de l'Orne	42-43
Les finances	44-46
• Les comptes 2017	44
• Le prévisionnel 2018	45
• Les ressources humaines	46
Revue de presse	47
Territoire d'intervention de la M.L.	48

Mission Locale
Jeunes du Pays d'Alençon

59 rue Saint Blaise – 61000 ALENCON
Heures d'ouverture du siège :
- *Du lundi au jeudi : 8h30-12h45 / 13h30-18h00*
- *Vendredi : 8h30-12h45 / 13h30-17h00*

Page de couverture : kakémono réalisé pour les forums

Le Réseau des Missions Locales

Rapport moral de Madame la Présidente

Si l'assemblée Générale constitue chaque année un moment privilégié pour faire part à l'ensemble des partenaires de l'activité de notre association, elle revêt cette année un aspect particulier puisque nous fêtons les 30 ans de la Mission Locale du pays d'Alençon.

Créée en 1989, soit 7 ans après la création des premières Missions Locales, émanant du rapport Schwartz, elle a su comme les 436 Missions Locales du territoire national s'adapter au fil des ans au contexte socio économique, aux jeunes et à la mise en œuvre des dispositifs d'Etat et Régionaux.

J'en profite pour remercier l'ensemble des financeurs qui participe depuis l'origine au financement de notre association, en particulier l'Etat, la Région Normandie, le Conseil Départemental, la C.U.A. et les CDC des Sources de l'Orne et de la Vallée de la Haute Sarthe mais également Pôle Emploi dans le cadre notre accord de partenariat renforcé.

Je préside aujourd'hui, pour la dernière fois l'Assemblée Générale de la Mission Locale. Ce fut une expérience très enrichissante durant ces 11 années, pendant lesquelles j'ai eu la chance d'être entourée par une équipe soudée et performante. Je n'aurai pu conduire cette mission sans l'appui indéfectible de Paul ILIAS, Philippe SCELIN et Nicolas ROUSSEAU. Mon seul regret est de ne pas avoir mené à bien la promesse faite à l'équipe de leur trouver des locaux fonctionnels en Centre Ville.

Je vais donc vous présenter de façon synthétique les faits marquants 2018, qui seront complétés par M. CORBIERE, son Directeur, avec les nouvelles orientations en cours ou à venir sur l'année 2019

En 2018, la Mission Locale a accompagné 1631 jeunes, dont 548 premiers accueils soit une légère augmentation de 0,5 % alors que dans le même temps nous assistons à une baisse de 3,4 % de Demandeurs d'Emploi inscrits en 2017 et 2018.

244 jeunes ont été confiés par Pôle Emploi à la Mission Locale dans le cadre du Partenariat Renforcé.

L'année 2018 a été marquée par :

- La baisse importante des contrats aidés, P.E.C. qui tant sur le volume, que tant sur la prise en charge financière n'ont pas remplacé les Emplois d'Avenir.

A noter l'importance des Contrats aidés dans la mise en place des parcours d'insertion qui permettent aux jeunes d'accéder progressivement au marché de l'emploi classique.
La Mission Locale a depuis 30 ans œuvré au côté de l'Etat pour les jeunes bénéficiant de ces contrats : T.U.C., S.I.V.P., C.E.S, C.E.C., Emplois Jeunes, C.A.E, C.I.E., C.D.D.I, Emplois d'Avenir.
A ces contrats sont venus s'ajouter les services civiques que la Mission Locale a investi pleinement en 2018 avec la mise en place de la Plateforme d'intermédiation.

- Une baisse significative des allocations pour les jeunes entrant en Parcours d'Accompagnement Contractualisé d'accès à l'Emploi et l'Autonomie, revue à la hausse en 2019

- Adoptée le 5 septembre 2018, la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a modifié en profondeur le système de formation professionnelle et de l'apprentissage qui se traduit entre autre pour nous par une périmètre restreint des OPérateurs de COmpétence, une monétisation des heures Compte Personnel de Formation, une ouverture de l'apprentissage jusqu'à 29 ans, une durée de 6 à 36 mois selon le diplôme ou titre préparé.
- La mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et lutte contre la pauvreté « 2018-2022 » instaure un parcours de formation garanti pour tous les jeunes ainsi qu'un accompagnement de tous vers l'emploi.

Il se traduit concrètement pour notre Mission Locale par :

- La stabilisation des effectifs d'entrée en Garantie Jeunes (142) et l'assurance de son maintien jusqu'à fin 2022. En 2018, 55 % d'entre eux ont eu une sortie positive
- La lutte contre le décrochage scolaire, ce travail mené de longue date avec le C.I.O. dans le cadre des P.S.A.D. (Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs) : 82 jeunes ont été accompagnés en 2018.
- La fin des sorties sans solution des jeunes sortant de l'A.S.E.
- Aller vers les jeunes dits « invisibles » en améliorant leur repérage.

Ces deux derniers points restent à mettre en œuvre sur 2019

- Enfin, au-delà des dispositifs de l'Etat et du Conseil Régional, je tiens à citer les nombreuses initiatives développées par la Mission Locale tout au long de l'année ; une Mission Locale demeurant aussi un lieu d'innovations de proximité développant des outils pour accompagner les Parcours d'insertion de tous les jeunes.
  - Ainsi, en 2018, nous avons expérimenté avec le S.E.S.S.A.D. et l'U.G.E.C.A.M. et le C.P.O. en partenariat avec la M.D.P.H. une action « Passerelle pour une vie d'adulte » qui sera développée en 2019 pour des jeunes en situations de fragilité psychologique.
  - La Mission Locale participe désormais aux commissions M.D.P.H.
  - Clôturer, en décembre 2018, notre action Insert'Up qui visait à travailler l'émergence d'activité avec des jeunes.

L'ensemble de l'équipe s'est également mobilisée pour mettre en place ou participer à différentes manifestations locales ou régionales :

- ✦ Olympiades des métiers à Caen
- ✦ Job dating dans les secteurs de l'Hôtellerie/Restauration (Deauville-Trouville)
- ✦ Organisation d'un speed dating service civique à la Mission Locale
- ✦ Réalisation de graphs dans la cour

➲ Poursuite du partenariat développé avec l'ensemble des acteurs du territoire sur tous les champs de l'insertion socio professionnelle : je cite de manière non exhaustive : le diagnostic mobilité avec le Centre Social E. Bonnem, le logement avec le S.I.A.O., Réussir avec l'I.R.F.A., la santé avec la C.P.A.M., le budget avec le C.C.A.S. et Finances et Pédagogie, la mobilité internationale avec le Centre Social Croix Mercier, la Région…., volet emploi avec les collectivités locales, les C.F.A., les entreprises partenaires……

- ✦ Cette liste ne serait complète sans le D.L.A, porté par la Mission Locale et qui intervient sur le département pour réaliser des diagnostics auprès des structures de l'E.S.S.

L'ensemble de notre action étant développé dans notre rapport d'activité.

Si le budget 2018 laisse apparaître un excédent de 18 692 €, que nous présentera le Commissaire aux Comptes pour validation des comptes, nous avions jusqu'à fin mai de fortes inquiétudes sur le financement de la Garantie Jeunes. En 2019, la D.G.E.F.P. proposait un accompagnement par jeune qui était divisé par 2 (soit 800 € par jeune). La Ministre du Travail a, en partie, rassuré l'ensemble du réseau lors des rencontres nationales des Missions Locales les 9 et 10 mai dernier en indiquant que l'Etat procédera je cite *: « En octobre prochain à un versement exceptionnel qui constituera un solde de tout compte au titre de la Garantie Jeunes dont le montant du versement s'effectuera au plus près du réel avec l'application des critères utilisés jusqu'alors pour les soldes GJ ».*
A l'heure où je vous parle, nous n'avons pas encore l'avenant à notre convention 2019 indiquant le montant exact.

A compter de 2020, les crédits Etats seront globalisés dans le cadre de la C.P.O. ce qui permettra une plus grande sécurisation des activités de la Mission Locale. En 2018, les activités spécifiques représentaient plus de 40 % de notre budget. J'ai pour ma part le sentiment qu'à trop vouloir surveiller les indicateurs de résultat nous en oublions, l'essentiel, à savoir les énormes difficultés que doivent surmonter les jeunes que nous accompagnons.

La Présidente,

Madame Catherine DESMOTS

GLOSSAIRE – ABREVIATIONS

- A.C.S.E. Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances
- A.F.P.A. Association pour la Formation Professionnelle des Adultes
- A.G.E.F.I.P.H. Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées
- A.L.T.H.E.A Association pour le Logement Temporaire et l'Hébergement d'Alençon
- A.N.G.C. Association Nationale Groupements de Créateurs
- A.N.R.U. Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
- A.N.P.A.A. Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie
- A.L.T. Aide au Logement Temporaire
- A.P.O.R. Action Personnalisée d'Orientation et de Raccrochage
- A.P.P. Atelier Pédagogique Personnalisé (domaine de la formation)
- A.R.M.L. Association Régionale des Missions Locales
- A.S.S.R.1 Attestation Scolaire de Sécurité Routière—1er niveau
- A.T.R. Assistance Technique Régionale
- B.I.J. Bureau Information Jeunesse
- C.A.E. Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (Contrat de travail aidé non marchand)
- C.A.R.S.A.T. Caisse d'Assurances de Retraite et SAnté au Travail
- C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale
- C.C.I. Chambre de Commerce et d'Industrie
- C.D.C. Communauté De Communes
- C.D.D Contrat à Durée Déterminée
- C.D.I. Contrat à Durée Indéterminée
- C.E.P. Conseil en Evolution Professionnelle
- C.I.E. Contrat Initiative Emploi (contrat de travail aidé secteur marchand))
- C.D.I.A.E. Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Economique
- C.F.A. Centre de Formation d'Apprentis
- C.F.G. Certificat de Formation Générale
- C.F.P.P.A. Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole
- C.H.R.S. Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
- C.M.U. Couverture Maladie Universelle
- C.M.U.C. Couverture Maladie Universelle Complémentaire
- C.O.D.E.S. Comité Départemental d'Education pour la Santé
- C.P.A.M. Caisse Primaire d'Assurances Maladie
- C.P.F. Compte Personnel Formation
- C.Q.P. Certificat de Qualification Professionnelle
- C.U.A. Communauté Urbaine d'Alençon
- D.E.F.M. Demandeurs d'Emploi Fin de Mois
- D.I.R.E.C.C.T.E Direction Région des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Trava de l'Emploi (U.D. : Unité Départementale)
- D.L.A Dispositif Local d'Accompagnement
- D.N.B. Diplôme National du Brevet (ex Brevet des Collèges)
- D.U.C.A. Diplôme d'Université de Créateur d'Activité
- E.P.I.D.E Etablissement Public d'Insertion de la Défense
- E.S.A.T. Etablissements et Services d'Aide par le Travail
- F.A.F.I.H Fonds d'Assurance Formation de l'Industrie Hôtelière
- F.I.P.D. Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance
- F.I.P.J. Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes
- F.J.T. Foyer Jeunes Travailleurs
- F.S.E. Fonds Social Européens
- G.E.I.Q. B.T.P. Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification dans le Bâtiment et les Travaux Publics
- G.J.C. Groupement Jeunes Créateurs
- I.A.E Insertion par l'Activité Economique
- I.R.F.A. Institut Régional de Formation pour Adultes
- I.R.S.A. Institut Inter Régional pour la Santé
- I.U.T Institut Universitaire de Technologie
- M.F.R. Maison Familiale Rurale
- M.D.P.H. Maison Départementale des Personnes Handicapées
- M.L. Mission Locale
- M.R.S. Méthode de Recrutement par Simulation (outil Pôle Emploi)
- N.E.E.T Not in Education, Employment or Training (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire),
- P.A.C.E.A. Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie
- P.A.T. Plan d'Action Territorialisé
- P.E.C. Parcours Emploi Compétences
- P.F.V. Plate Forme de Vocation (outil Pôle Emploi)
- P.I.C Plan d'Investissement dans les Compétences
- P.J.J. Protection Judiciaire de la Jeunesse
- P.O.E. Préparation Opérationnelle à l'Emploi (Pôle Emploi)
- P.S.A.D. Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs
- Q.P.A. Quartier Peines Aménagées
- Q.P.V. Quartier Prioritaire Politique de la Ville
- R.Q.T.H. Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé
- S.P.R.F.P. Service Public Régional de Formation Permanente
- S.P.R.O. Service Public Régional d'Orientation
- S.T.E.M.O.I. Service Territorial Education de Milieu Ouvert et d'Insertion
- Z.R.R. Zone de Revitalisation Rurale

Caractéristiques de notre territoire déclinées en 5 points

1. L'emploi sur le Bassin d'Emploi d'Alençon

- Bassin d'Emploi : 68 253 habitants (en 2015 partie Normande)soit 23,8 % de l'Orne

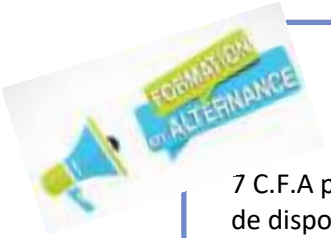
- **Nombre de salariés : 17 281** (au 31 /12/2018)
- **Nombre d'intérimaires : 47 821** (au 31/12/2018) représentant 7 % du volume intérimaires de Normandie
  + 6,9 % dans l'orne entre 2017 et 2018, contre -3,1 % sur le bassin d'emploi Alençonnais
- 2670 projets de recrutement sur Alençon, dont 20 % dans des établissements de 200 salariés et plus.
  - 3 projets sur 4 dans les services
  - 43 % des recrutements jugés difficiles

2. le chômage sur notre territoire partie Normande (source : DARES/Pôle Emploi)

Taux de chômage au 31/12/2018

- Normandie : 9 %
- Orne 8,5 %
- **Bassin d'Emploi Alençon : 8,7 %**
- Jeunes – 26 ans inscrits en catégorie A, B, C : 988 en baisse de 5,4 % entre Mars 2018 et mars 2019
- Nombre de D.E.L.D jeunes : 198 dont 46 % de niveau IV et supra.

A noter que toute tranche d'âge confondue, les D.E. inscrits à Pôle Emploi en catégorie A, B, C ont diminué de 3,1 % sur un an (-1,4 % dans l'Orne et -1,9 % en Normandie).



3. L'offre de formation en alternance

7 C.F.A présents sur le territoire de la Mission Locale permettent de disposer d'une offre de formation élargie :

- IRSAP _ Service à la Personne
- ISPA _ Plasturgie
- ETPN _ Travaux Publics
- CFAI _ Industrie
- BTP _ Bâtiment Travaux Publics
- CFPPA _ Agriculture et Milieu équestre
- 3 IFA _ Commerce, Hôtellerie/Restauration, Mécanique, Coiffure

A noter 70 organismes de formations sur notre territoire (Cf. site du CARIF OREF « Trouver ma formation en Normandie.)

4. Répartition de l'Emploi sur les 5 secteurs d'activité

- 54 % Services non marchands
- 28,8 % commerce, services marchands
- 9,6 % Industrie
- 6 % construction
- 1,6 % agriculture

- 316 créations d'entreprises en 2015 soit 1,8 % de la part régionale

(Source : INSEE 2015)

5. Métiers en tension

*	Techniciens et chargés d'études du bâtiment et des travaux publics	*	Chefs de chantier, conducteurs de travaux (non cadres)
*	Ingénieurs et cadres de fabrication et de la production	*	Conducteurs routiers
*	Techniciens d'étude et de développement en informatique	*	Employés de la banque et des assurances
*	Représentant auprès des particuliers	*	Cadres des magasins
*	Boulangers, pâtissiers	*	Serveur de cafés restaurants
*	Cadres de l'Hôtellerie et de la restauration	*	Coiffeur, esthéticiens
*	Aides à domicile et aides ménagères	*	Pharmaciens
*	Educateurs spécialisés		

Les métiers particulièrement représentés sont ceux de l'Hôtellerie Restauration et de bouche, les métiers du commerce mais également d'autres métiers du tertiaire : aide à domicile, conducteurs routiers, employés de banque et assurances

La Gouvernance

La présidente :
Madame DESMOTS

Le trésorier : Monsieur SCELIN

Le secrétaire : Monsieur ROUSSEAU

Un conseil d'Administration composé de 4 Collèges	
Collège des Elus	· 5 représentants élus de la Communauté Urbaine d'Alençon · 2 représentants élus de la Communauté de Commune de la Vallée de la Haute Sarthe · 1 représentant élu de la Communauté de Communes du Bocage Carrougien · 1 représentant élu de la Communauté de Communes des Sources de l'Orne · 1 représentant élu du Conseil Régional de Basse Normandie
Collège des Administrations et Organismes para-publics	· 4 représentants des Administrations, nommés par Monsieur le Préfet : · Monsieur le Directeur de l'U.T. DIRECCTE · Madame la Directrice de la D.D.C.S.P.P. · Monsieur le Directeur de la D.D.T. · Monsieur le Directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse · 1 représentant de Pôle Emploi . 1 représentant de l'Inspection Académique
Collège des Partenaires économiques	· 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie · 1 représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Orne · 2 représentant des organismes patronaux · 2 représentants des organisations syndicales des salariés représentatives
Collège des Associations	· 4 représentants des associations
	· 1 représentant des salariés élu par les salariés de la structure

L'équipe

Mise à jour juin 2019

Nom – Prénom	Emploi repère	Activités spécifiques	Ligne directe – Mél.
ENCADREMENT/GESTION			
AULERT Monique	Assistante financière	Comptabilité ML et Association Atelier MOB Gestion administrative des salariés Gestion des conventions Chargée de la maintenance et travaux des locaux Référent AGESPRO	LD : 02.33.32.79.44 m.aulert@missionlocale-alencon.fr
CORBIÈRE Lionel	Directeur	Pilotage de la Mission Locale Animation et coordination de la structure Définition des conditions d'exécution de la gestion budgétaire et financière Conception , mise en place et pilotage de projets Pilotage des ressources humaines Gestionnaire de l'association Atelier MOB et du DLA Orne	LD : 02.33.32.79.43 l.corbiere@missionlocale-alencon.fr
JOUANNE Marie	Responsable de Secteur	Assistante de Direction ATR Imilo Normandie à mi-temps Référence Imilo pour la structure Gestion du pôle accueil Gestion du parc informatique, Communication Participation aux rapports d'activité, bilans	LD : 02.33.32.79.45 m.jouanne@missionlocale-alencon.fr
ACCUEIL DU PUBLIC			
GBEDE Amivi	Chargée d'accueil	Accueil/standard Saisie des dossiers 1ers accueils sur Imilo Appui à l'équipe Garantie Jeunes (cerfa, demandes d'allocations, contrôle FSE….) Gestion administrative de la PSAD	accueil@missionlocale-alencon.fr
HAMZA Laëtitia	Chargée d'accueil	Accueil/standard Saisie des dossiers 1ers accueils sur I milo Relances des jeunes	accueil@missionlocale-alencon.fr
LABALETTE Annabelle	Chargée d'accueil	Accueil/standard Animation de l'espace accueil Gestion de la cotraitance Pôle emploi Saisie des dossiers 1ers accueils sur I milo Comptes rendus réunions d'équipe Relances jeunes	accueil@missionlocale-alencon.fr

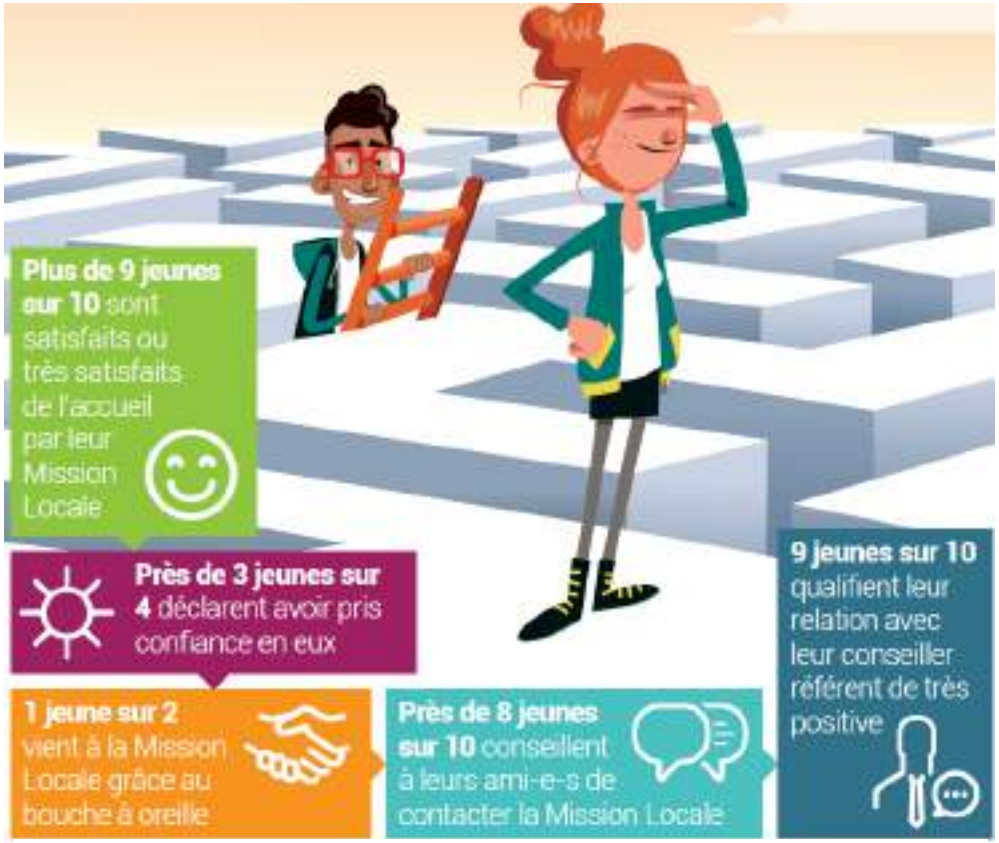
Accompagnement de jeunes - INSERTION			
BARRABÉ Marion	Conseillère	Accueil, accompagnement de jeunes Référent de formations ISF Référent bourses parcours vacances, loisirs Référent Parcours Réussir, FTLV Référent : contrat de ville Permanences : quartier de Perseigne, le Mêle sur Sarthe, Courtomer (CDC de la Haute Sarthe), Villeneuve en Perseigne Référent Formations auprès du Conseil Régional	m.barrabe@missionlocale-alencon.fr
CAMEBOURG Dominique	Conseillère	Accompagnement de jeunes Référente Logement – commissions SIAO Référente jeunes décrocheurs - PSAD Permanences : Sées (CDC des Sources de l'Orne) Référente du CFPPA de Sées	d.camebourg@missionlocale-alencon.fr
GAUTIER Aurélien	Conseiller	Accueil, accompagnement de jeunes Référent mobilité y compris Mobilité Européenne et internationale Emergence projet : Groupement Jeunes Créateurs	a.gautier@missionlocale-alencon.fr
GUYON Sébastien	Conseiller	Accueil – Accompagnement de jeunes Référent formations AFPA Bâtiment et Industrie Référent EPIDE / formation Défense Nationale Référent jeunes sous main de justice et jeunes réfugiés	s.guyon@missionlocale-alencon.fr
LAUDIER Aurélie	Conseillère	Accueil, accompagnement de jeunes Référente du dispositif Insertion par l'activité Economique Référente Aides financières : FAJ, Micro crédit Permanences : canton de Carrouges et Quartier de Courteille	a.laudier@missionlocale-alencon.fr
SOUPAULT Ralph	Conseiller	Accueil, accompagnement de jeunes Référent formations Via Formation Référent handicap (commissions MDPH), Parcours santé Référent commissions RSA	r.soupault@missionlocale-alencon.fr

Accompagnement de jeunes - EMPLOI			
CRUARD Patrick	Conseiller	Animation du dispositif Parrainage Chargé d'accompagnement vers et dans l'emploi Secteurs: Agriculture, Hôtellerie/restauration, Prospection Contrats aidés secteur non marchand (P.E.C.) Accompagnement jeunes en contrats aidés	p.cruard@missionlocale-alencon.fr
GIRAULT Agnès	Chargée de documentation	Chargée d'animation sur l'espace ressources : dispositif d'accompagnement vers l'emploi ; Animation d'ateliers de TRE, d'un lieu ressources ; CV thèques	a.girault@missionlocale-alencon.fr
MARTINEZ Sonia	Conseillère	Chargée d'accompagnement vers et dans l'emploi Secteurs : Commerce – Grande distribution – Artisanat-bâtiment travaux publics-agriculture-banque, assurance-installation et maintenance-transport, logistique Référent apprentissage Référent Pole Emploi et plateforme MRS	s.martinez@missionlocale-alencon.fr
ROBINE Hélène	Conseillère	Chargée d'accompagnement vers et dans l'emploi : secteur : aide à la personne /Sanitaire et social - collectivités chargée de la dématérialisation des Contrats aidés(PEC) Référent plateforme d'intermédiation Service Civique	h.robine@missionlocale-alencon.fr

Dispositif Garantie Jeunes			
ANCEAUX Mickaël	Conseiller	Animation et accompagnement de jeunes sur le dispositif Garantie Jeunes	m.anceaux@missionlocale-alencon.fr
BESSONNET Karine	Conseillère	Animation et accompagnement de jeunes sur le dispositif Garantie Jeunes	k.bessonnet@missionlocale-alencon.fr
LIZE Ivanka	Chargée de projet	Coordinatrice sur le dispositif Garantie Jeunes et accompagnement de jeunes GJ Tuteur : Service civique	i.lize@missionlocale-alencon.fr
TALVARD Floriane	Conseillère	Animation et accompagnement de jeunes sur le dispositif Garantie Jeunes	f.talvard@missionlocale-alencon.fr
Communication			
TRISTAN Malo	Community Manager	Développement des outils numériques à destination des jeunes et des partenaires	t,malo@missionlocale-alencon.fr
Dispositif Local d'Accompagnement			
NIL Houy	Assistante de Gestion	Assure le suivi administratif du Dispositif Local d'Accompagnement de l'Orne Gestion Fournitures Administratives Comptabilité de l'Association Atelier MOB	LD : 02.33.32.79.47 h.nil@missionlocale-alencon.fr
SABATIER Delphine	Chargée de projet	Dispositif Local d'Accompagnement de l'Orne Mise en œuvre d'ingénieries, de conseils auprès des structures associatives	LD : 02.33.32.79.47 d.sabatier@missionlocale-alencon.fr
Agent d'entretien			
BERTIN Sophie	Agent de service	Propreté et hygiène des locaux	

La Mission Locale missionne actuellement 1 jeune en service civique :
> appui Garantie Jeunes

Les Missions Locales : un accompagnement à la hauteur des jeunes



Source enquête nationale UNML /ARML Normandie 15 janvier - 1er mars 2019

Chiffres clés 2018

- 2 082 Jeunes accueillis
- 548 reçus en premier accueil

- **10 731 entretiens avec les jeunes**
- **17 944 propositions**

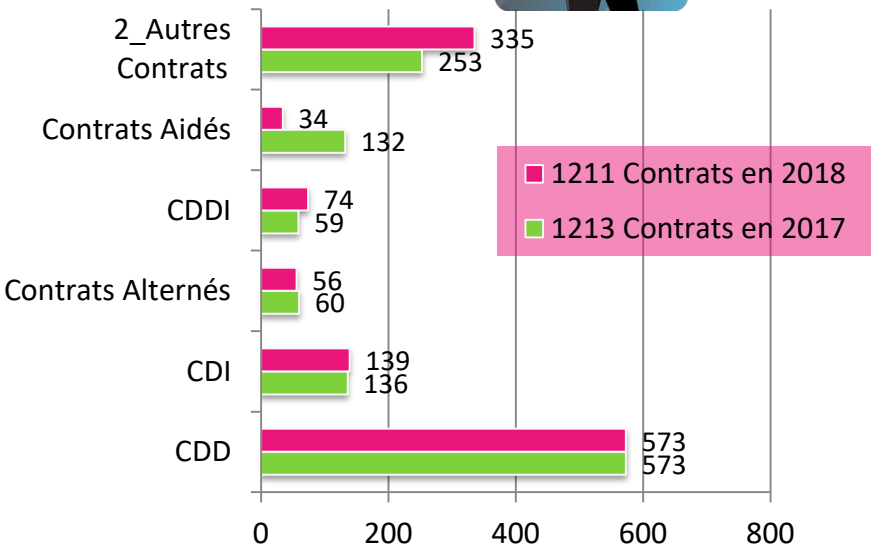
- 23,5 % issus des Quartiers Politique de la Ville
- 21,1 % issus des Zones de Revitalisation Rurale
- 34,6 % de Niveau V non validé et Infra

Département de l'Orne : 4 684 jeunes
Région Normandie : 48 317 jeunes

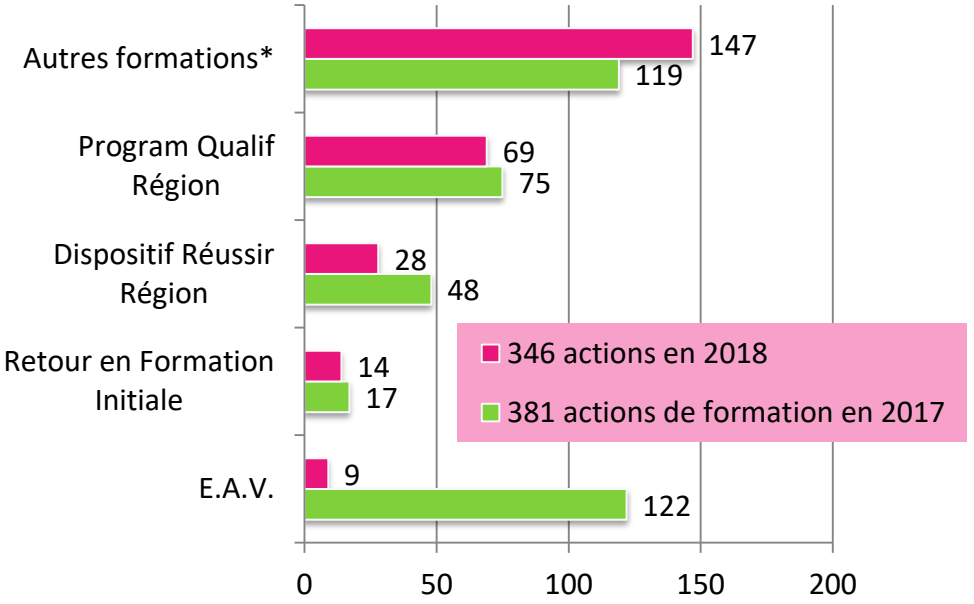
2018
↗ CDI et Intérim
↙ Contrats aidés
→ CDD

858 Jeunes ont débuté une situation professionnelle > **53 %** des jeunes accompagnés

1571 situations



Autres contrats : Emplois saisonniers, Intérim, Auto entrepreneurs, etc.....



Autres formations : Compétences clés, Lire écrire compter, EPIDE, POE individuelle ou collective.....

Les premiers accueils

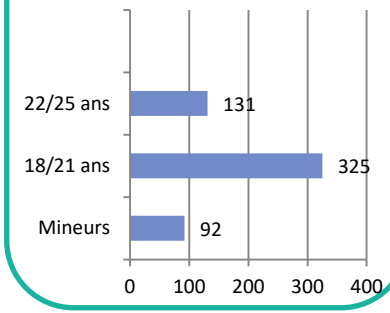
548 nouveaux jeunes en 2018 +0,5 % par rapport 2017

Baisse de 5,4 % du nombre de jeunes inscrits à Pôle Emploi (cat ABC) sur 12 mois, entre mars 2018 et mars 2019 (effectif 988 jeunes)

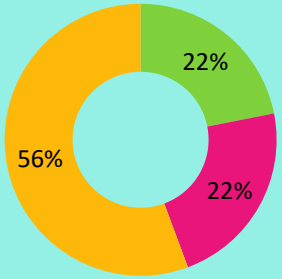
Sexe

50,2 % 49,8%

Age

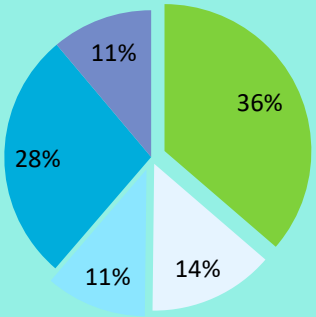


Lieux d'Habitation



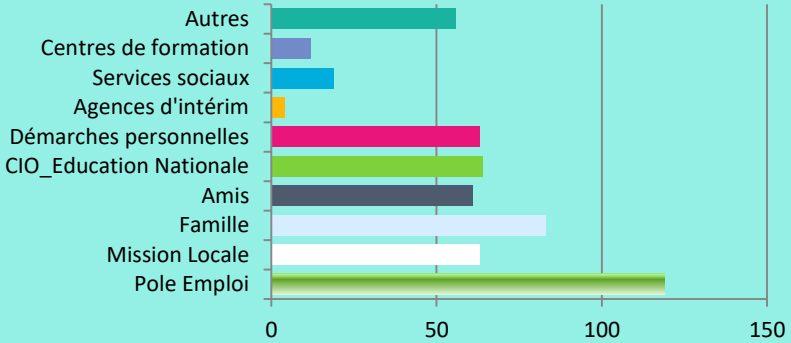
- Quartiers Prioritaires d'Alençon
- Hors QPV (quartiers prioritaires) et Zones Rurales
- Zones Rurales de Revitalisation

36,3 % ont un niveau scolaire au mieux équivalent au CAP-BEP sans l'avoir obtenu
61,3 % ont au mieux un niveau bac non obtenu



- Niveau V et infra
- Niveau V obtenu (CAP/BEP)
- Niveau IV
- Niveau IV obtenu (Bac)
- Niveau III et plus

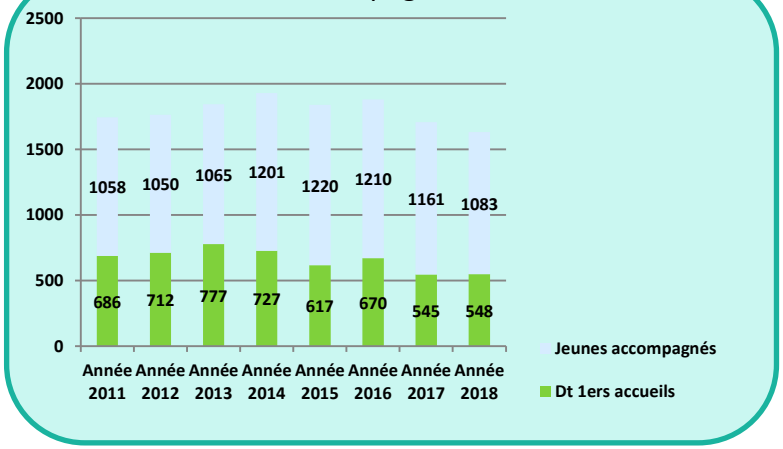
38,5 % par le bouche à oreille
21,7 % des nouveaux jeunes confiés par Pôle Emploi



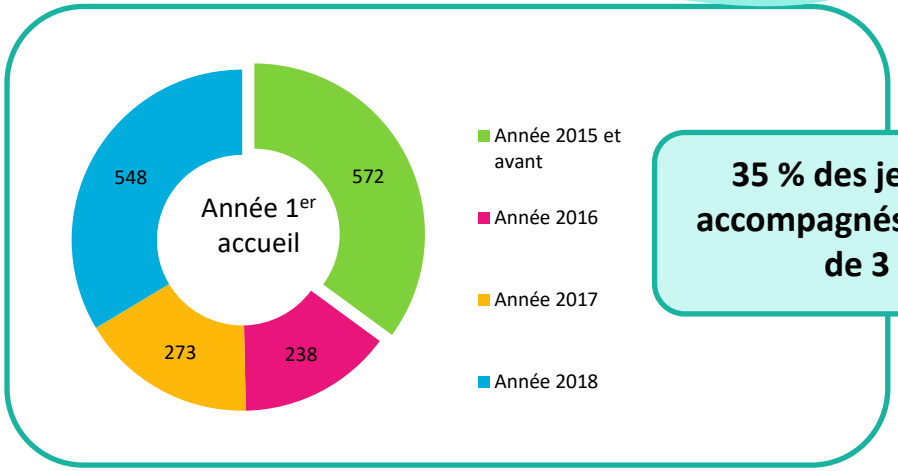
Pole Emploi · Mission Locale · Famille · Amis · CIO_Education Nationale · Démarches personnelles · Agences d'intérim · Services sociaux · Centres de formation · Autres

1631 jeunes accompagnés (-4,4 %)

Part des 1ers accueils sur l'accompagnement



70 % des jeunes ont au plus un niveau IV non validé



35 % des jeunes sont accompagnés depuis plus de 3 ans.

12 % ont une problématique logement	♀	♂	TOTAL Jeunes
autre, hébergement nomade, SDF	15	45	**60**
Foyers	30	32	**62**
hébergé par amis	30	44	**74**
hébergé par parents	367	488	**855**
logement autonome	352	228	**580**
TOTAL	**794**	**837**	**1631**

44,3 % des femmes ont leur propre hébergement, contre 27,2 % des hommes

- **Près de 6 jeunes sur 10 n'ont pas le permis**
- **43 % possèdent leur propre moyen de déplacement (vélo, scoot, moto ou voiture)**
- **27 % ont recours aux transports en commun**

- **30 % n'ont aucun moyen de locomotion**

Des publics cibles orientés par des partenaires

Les décrocheurs de l'Education Nationale

Le nombre de dossiers étudiés lors des commissions PSAD en 2018 reste équivalent au nombre présentés en 2017
La démarche reste identique, à savoir, tout jeune ayant quitté le système scolaire sans avoir acquis un diplôme de niveau V, sera orienté par la Mission Locale vers le CIO.
Les dossiers sont examinés chaque mois en commission . S'il y a un caractère d'urgence dans la situation du jeune, et après rencontre avec une psychologue, le jeune pourra être affecté plus rapidement avec l'accord de la directrice du CIO
Cette souplesse avec le CIO permet de répondre au plus vite à la demande du jeune, cette démarche reste cependant occasionnelle.

Sur 82 dossiers accompagnés, 54 ont un niveau V et Vbis. Il est à noter que sur l'année 2018, il semble y avoir une évolution des jeunes qui ont arrêté leur contrat d'apprentissage

Résultats :
- ⇨ 82 accompagnés
  - 66 % de niveau V et infra

128 mesures professionnelles mises en œuvre pour 54 jeunes
- ⇨ 4 contrats en alternance
- ⇨ 29 contrats de travail
- ⇨ 10 places de formation
- ⇨ 83 immersions
- ⇨ 2 retours en formation initiale

Le P.P.A.E.
Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi

246 jeunes confiés par Pôle Emploi à la Mission Locale, dont 48,4 % non connus antérieurement.

- Accompagnement de jeunes demandeurs d'emploi formalisé au travers d'une convention de partenariat triennale, qui prévoit notamment un volume de jeunes accompagnés par la Mission Locale.
- Modalités de collaboration entre les équipes instituant des échanges hebdomadaires que ce soit sur le champ de l'emploi, de la formation

- ⇨ 32,1 % de N° V non validés et infra
- ⇨ 22,3 % de jeunes QPV
- ⇨ 299 jeunes toujours accompagnés au 31 décembre.
- ⇨ 407 situations professionnelles mobilisées sur 2018 pour 182 jeunes PPAE :
  - ⇨ 9 contrats alternés
  - ⇨ 225 contrats de travail
  - ⇨ 56 actions de formation
  - ⇨ 111 immersions
  - ⇨ 2 retour en scolarité
  - ⇨ 4 contrats de volontariat

2 964 actes professionnels réalisés par les conseillers (demande d'aides financières, orientation vers des partenaires ou dispositifs), hors positionnement offres d'emploi ou de formation

DES OUTILS À LA MAIN DES CONSEILLERS POUR LEVER LES FREINS À L'INSERTION PROFESSIONNELLE MAIS AUSSI SOCIALE

La mobilité

⇨ **59,2 % n'ont pas le permis de Conduire**

⇨ 30 % n'ont aucun moyen de locomotion

Financement du Permis B :

- ***Objectif** : Aider des jeunes en fin de parcours ayant un projet professionnel défini, et dont l'utilisation d'un véhicule dans l'exercice de leur métier est nécessaire, à financer leur permis B*
- Financement du Code + 35 heures de conduite et présentation aux deux épreuves pour un montant maxi de 1500 €, dont :
  - 1000 €/Jeune par la Ville d'Alençon au titre du P.A.T.
  - 250 €/Jeune par le Conseil Départemental (Fonds d'Aide aux Jeunes)
  - 280 € par le jeune
- Fonctionnement:
  - En amont une commission composée d'élus de la Ville d'Alençon ou de leurs représentants et du Conseil Départemental effectue une sélection des candidats
  - Partenariat avec le centre de formation La Dynamic Auto Ecole
  - Evaluation du nombre d'heures de conduite nécessaires par l'Auto Ecole
  - Préparation au code de la route sur une période de 5 semaines à raison de 4 1/2 journées par semaine.
  - Mise en place d'ateliers au sein de la Mission Locale avec intervenants : Police Nationale, M.A.I.F., banque….)

Résultats : Action démarrée en octobre 2018

- ⇨ Information collective : 18 personnes convoquées > 12 présentes
- ⇨ Test d'évaluation par simulateur : 12 convoquées // 9 présentes
- ⇨ 8 jeunes retenus
- ⇨ 75 % réussite au code au 19/02/2019

Pour 2019, une demande pour 30 permis a été faite auprès du service PAT de la Ville d'Alençon

Financement du Permis A.M. :

- ***Objectif** : Permettre à des jeunes qui auraient besoin d'un 2 roues pour se rendre à un emploi, une formation, de passer le permis A.M. (ex. BSR).*
- Financement :
  - 180 €/Jeune au titre du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des jeunes
  - 20 € par le jeune
- Fonctionnement:
  - Pour les jeunes issus des QPV, partenariat avec l'Auto Ecole la Dynamic à Alençon (pour les autres jeunes , hors QPV, libre choix de l'Auto Ecole)
  - Prescription conseillers Mission Locale
  - Convocation et suivi des jeunes par le référent Mobilité

Depuis 2017, deux financements : PAT Ville et Etat

Résultats :

- ⇨ 22 jeunes ont bénéficié de cette action, dont 50 % issus des QPV
- ⇨

ATELIER MOB

- ***Objectif** : Lever les freins à la mobilité pour des personnes en insertion, jeunes ou adultes..*
- Fonctionnement:
  - Accès au dispositif sur prescription d'un référent (Pôle Emploi, Mission Locale, etc…)
  - Durée : 1 mois, renouvelable 1 fois
  - Prêt gracieux le 1er mois, puis 2 €/Jour à compter du 32ème jour.
  - Caution : 75 €/Scooter + 8 € bidon d'huile et 15 €/Vélo
  - Assurance, casque, antivol fournis par l'Association
- Résultats : **139 prêts dont 70 % pour des jeunes**
  - 56 % pour aller à un travail
  - 43 % pour se rendre en formation
  - 1 % pour des démarches liées à l'insertion professionnelle

Tempo

***Objectif** : Permettre à des jeunes de se rendre à un entretien pour un emploi, en utilisant le réseau ferroviaire. Coût du billet pris en charge à hauteur de 75 %, Trajet sur le réseau normand, jusqu'à Rennes.*

- Résultats: 23 chèques distribués – 11 jeunes

Mobilité Internationale

11 jeunes reçus par le Centre Social Croix Mercier, sans départ à l'international.

Pour 2019 :

- Signature d'une convention partenariale entre le CS Croix Mercier et la ML
- Poursuite des permanences mensuelles
- Mise en place d'une animation collective auprès des jeunes GJ
- Réalisation d' une « journée internationale pour les jeunes » portée par une partie des volontaires (S.V.E.) de l'Orne
- Déploiement d'ERASMUS+ OUAT

Le Logement

⇨ **57,1 % des jeunes accompagnés sont hébergés par leurs parents ou leur famille proche**

⇨ **12 % sont confrontés à une problématique de logement.**

Les partenariats mobilisables :

- Action Logement : Mobilisation régulière des conseillers pour des dépôts de garantie et le 1er mois de loyer,
- Aide mobili jeunes, uniquement réservée aux apprentis, permet sous certaines conditions, la prise en charge du 1er mois de loyer et du dépôt de garanti.
- F.S.L. Accès : ouverture des compteurs et entrée dans le logement. Dans ce cas, reste à charge pour le jeune 30% de l'aide accordée
- Recours au F.D.A.J. et Secteur caritatif : aménagement du logement

Les possibilités sur notre territoire

- COALLIA
- F.J.T. A.L.T.H.E.A.
- Emmaüs
- Foyer de la Croix Rouge
- Le Centre Maternel
- Bailleurs sociaux

Problématiques rencontrées :

- Délai de prise en charge pour entrée en CHRS en augmentation, en lien avec le public jeune de plus en plus en difficulté,
- Accentué par l'arrivée de la GJ

S.I.A.O.

- 10 commissions sur Alençon. Lors de ces commissions, chaque conseiller présente les situations des jeunes qu'il accompagne.
- 64 dossiers présentés (**en forte augmentation par rapport à 2017**)
- 12 ont obtenu un logement en CHRS

  Le logiciel SIAO ne permet pas d'évaluer la part des personnes rentrées sur le dispositif ALT. Chaque conseiller est amené à faire des suivis réguliers avec le jeune concerné et les éducateurs.

  Si, lors de la commission, l'orientation préconisée est validée mais qu'il n'y as plus de place de disponible, le dossier est ajourné pour manque de places.

Les conseillers insertion participent à la commission pour présenter le dossier du jeune, au côté de la référente logement de la Mission Locale

Les ressources et aides financières

⇨ **78,3 % des jeunes accompagnés n'avaient aucune ressource lors de leur arrivée en Mission Locale (D.E. non indemnisé inscrit ou non)**

⇨ **9,5 % étaient allocataires R.S.A.**

En dehors d'aides financières ponctuelles versés en 2018
560 059,54 € versés à 231 jeunes en Garantie Jeunes
17 668 € versés à 112 jeunes PACEA

76 jeunes ont perçu le Fonds d'Aide aux Jeunes

Objectif : ***Favoriser les démarches d'insertion professionnelle des jeunes majeurs en leur apportant des aides financières. Fonds géré par le Conseil Départemental de l'Orne***
86 dossiers « montés » par les Conseillers Mission Locale, transmis au service de Circonscription d'Action Sociale, pour 76 jeunes.
Montant sollicité : 17 535 € - **Montant versé** au 31/12/2018 : 13 480 €

	Nb de jeunes	Nb de dossiers	Montant sollicité
FAJ Formation	10	10	1830,90 €
FAJ Logement	4	5	1803,00 €
FAJ Citoyenneté	2	2	400,00 €
FAJ Mobilité	20	22	6395,00 €
FAJ Emploi	3	3	483,00 €
FAJ Santé	1	1	150,00 €
FAJ Subsistance	38	43	6473,00 €
Total général	76	86	17 534,90 €

Les Aides caritatives

Bons alimentaires, financement du permis, entrée en logement, subsistance. Partenariat et envoi de jeunes vers le Secours Catholique, le Secours Populaire, les Restos du Coeur

Les Allocations de soutien à l'insertion socio professionnelle: une souplesse pour aide ponctuelle

Objectif : ***Apporter un secours financier aux jeunes Alençonnais en recherche d'insertion. Pilotage et gestion : C.C.A.S. de la Ville d'Alençon***
47 demandes instruites (+17,5 % par rapport à 2017) pour 42 jeunes

Montant accordé : 4 888 €

Objet des demandes :

- Mobilité :18
- Subsistance /Restauration : 10
- Logement (téléphone, énergie) : 4
- Vêture : 10
- Démarches administratives 3
- Frais de scolarité : 4

Le Micro Crédit Personnel Garanti:peu utilisé

- Inscrit dans la loi de cohésion sociale
- S'adresse à des personnes ne pouvant accéder à un crédit traditionnel et/ou exclu du système bancaire
- 2 partenaires bancaires Crédit Mutuel et Caisse d'Epargne
- 1 référente au sein de la Mission Locale qui :
  - Vérifie les dossiers instruits par les conseillers insertion et les transmets à la Banque
  - Assure le relai avec les banques
- En 2018, 3 demandes transmises à la référente Micro Crédit, concernant l'acquisition d'un véhicule. Malheureusement ces 3 dossiers ont été refusés, pour motifs suivants :
  - Ressources trop précaires (liées à de l'intérim)
  - Mauvaise gestion du budget
  - Interdit bancaire

La Santé

- ⇨ 2,5 % des jeunes accompagnés n'ont pas de couverture sociale
- ⇨ **17,9 % n'ont pas de complémentaire santé**
  - ⇨ **18,7 % relèvent de la C.M.U.C.**

Kit Hygiène et Bien être :

- Grâce à la Croix Rouge, cette année la Mission Locale a pu remettre 12 trousses de première nécessité à des jeunes en situation résidentielle précaire ou S.D.F. (8 Kits Hommes et 4 Femmes)
- L'A.R.S. toujours sur le champ de la prévention de la santé, a aussi permis de recevoir 1 500 préservatifs qui sont en « libre service » en 3 lieux de la Mission Locale (Accueil_Espace ressources_Garantie Jeunes)

Parcours Santé :

Objectif : Action partenariale conventionnée entre la CPAM et la Mission Locale visant à un meilleur accompagnement santé des jeunes en Garantie Jeunes puis pour tous les nouveaux jeunes accueillis depuis 2016

4 Phases :

a) Accueillir dans le cadre d'un entretien individuel (bilan de santé personnalisé
b) Garantir une couverture maladie complète et en expliquer l'usage > mettre en place une couverture sociale pour les jeunes qui n'en bénéficieraient pas.
c) Réaliser un bilan de santé > Proposer les conseils en santé d'une équipe médicale
d) Accompagner individuellement le jeune dans la réalisation des démarches ultérieures.

Fonctionnement : Proposition à tous les premiers accueils de transmettre leurs coordonnées pour étude complète par la C.P.A.M. de l'ouverture des droits de base et/ou complémentaires, en leur téléphonant pour proposer un RDV ou envoi de dossier

Résultats 2018

- 266 jeunes reçus en 1ers accueil ont accepté la transmission de leur coordonnées (+41,5 % par rapport à 2017)
- 12 situations individuelles ont nécessité une demande d'intervention particulière

Enquête santé en Mission Locale :

- Les Missions Locales de Normandie, en relation avec l'O.R.S. Et le C.R.E.A.I Normandie, ont décidé de mieux connaître l'état de santé et les modes de vie des jeunes. Cette étude permet aussi de comprendre leurs habitudes et de recueillir des informations indispensables pour améliorer les actions de prévention en matière de santé.

- 1 611 questionnaires ont pu être analysés sur l'ensemble de la Normandie, dont 89 pour la M.L. d'Alençon. Grâce aux jeunes mobilisés, la M.L. d'Alençon a ainsi pu avoir un « zoom » spécifique sur son territoire en complément des résultats normands. Tous les semestres, une nouvelle enquête aura lieu et la prochaine (janvier/juin 2019) porte sur l'estime de soi

Les jeunes et le handicap :

69 jeunes accompagnés en 2018 avaient une reconnaissance RQTH

La Mission Locale accompagne également des jeunes reconnus en situation d'handicap auprès de la M.D.P.H et ayant soit une orientation milieu ordinaire, soit une orientation en milieu protégé (E.A./E.S.A.T)

En 2017, signature d'une convention partenariale avec la M.D.P.H. permettant à la Mission Locale d'initier des M.I.S.P.PE., mais uniquement pour des jeunes ayant déjà une orientation E.S.A.T.,

En parallèle, le référent handicap de la Mission Locale participe aux 10 réunions annuelles de l'E.P.I.P. (Equipe Pluridisciplinaire d'Insertion Professionnelle) de la M.D.P.H. où ont été étudiées 12 situations de jeunes connus de la Mission Locale d'Alençon. Une liste est envoyée en amont de cette réunion afin d'apporter des éléments complémentaires,

Ce renforcement partenarial a aussi permis d'intégrer des jeunes sur des dispositifs spécifiques comme Emploi Accompagné ou avec le C.R.P. (Centre de Réorientation Professionnelle) de l'A.D.A.P.T. de Caen-Mondeville.

Enfin, une nouvelle convention a été signée avec la M.D.P.H. permettant maintenant d'utiliser aussi les M.I.S.P.E en amont de l'orientation afin de valider celle-ci vers le milieu ordinaire/Entreprise Adaptée ou E.S.A.T.

Justice

- Depuis la fermeture du Quartier Peine Aménagée (QPA) de Condé S/Sarthe en juin 2017, le conseiller référent justice n'assure plus de permanences au centre de détention mais uniquement dans les locaux du SPIP.
- Le repérage des jeunes sous-mains de justice majeurs ou mineurs se fait lors des permanences au sein de la PJJ.
- Echanges avec les Conseillers justices de la PJJ et du SPIP pour jeunes suivis conjointement.
- Intégration de jeune sous-main de justice, sur le flux, sur la Garantie Jeunes. Participation de jeunes de la Garantie Jeunes à des ateliers au sein de la P.J.J. (réalisation de mobilier/fauteuils) pour l'accueil de la Mission Locale..
- Partenariat avec les services de la P.J.J. pour éviter les risques de récidive pour les jeunes en milieu ouvert.

- **Résultats :** 43 jeunes accompagnés (dont 6 Jeunes Femmes)
  - 247 événements en présentiel
  - 513 propositions (emploi, formation, citoyenneté, logement…)
  - 7 ont intégré la Garantie Jeunes
  - 2 sont accompagnés sur l'émergence projet
  - 1 CDI
  - 9 CDD – 4 Missions d'intérim et 5 CDDI
  - 2 contrats en alternance
  - 8 actions de formation
  - 1 EPIDE
  - 16 immersions en entreprises

⇨ **9,5 % des jeunes accompagnés sont allocataires R.S.A.**

R.S.A.

Dans le cadre de son partenariat avec le Conseil Départemental de l'Orne, la Mission Locale est associée aux pré-commissions, ainsi qu'aux commissions mensuelles du R.S.A. Le référent Mission Locale qui participe aux commissions reçoit en amont la liste des dossiers qui seront étudiés permettant ainsi d'apporter des éléments complémentaires si besoin

Résultats :

2 268 dossiers étudiés au cours des 11 pré-commissions et commissions R.S.A, Aux Pré-commissions participent aussi plusieurs autres partenaires comme le C.A.D.A, le PA.S.S. d'Alençon, les bailleurs publics, la M.S.A.

- 156 situations de jeunes 16-25 ans étudiées en commission pour des jeunes accompagnés par la Mission Locale. (Soit + 17 % par rapport à 2017)
- 63 dossiers de jeunes non connus de la Mission Locale ont reçu comme préconisation d'engager un suivi avec la Mission Locale (-22 % par rapport à 2017)
- 54 Situations de jeunes dont les parents sont bénéficiaires ont eu comme préconisation un suivi Mission Locale

En Novembre 2018, participation aussi du référent R.S.A. aux Ateliers Précarité Energétique organisés par le Conseil Départemental de l'Orne et envoi de SMS aux jeunes bénéficiaires RSA de la Mission Locale.

Enfin, par son référent, la Mission Locale participe aussi aux 5 cellules d'appui annuel du R.S.A. qui permet la présentation et la participation de nombreux acteurs locaux

Jeunes migrants

Participation de la ML mensuellement avec l'ensemble des structures d'hébergement,
Une augmentation des jeunes Mineurs non Accompagnés étrangers en 2018 , les 2/3 suivis par l'ASE sont sur Alençon (une centaine)

Parcours Vacances

12 jeunes ont bénéficié de chèques Parcours Vacances à hauteur de 180 € en 2018.

Ce dispositif est intéressant, outre le volet vacances, il permet d'apprendre à un jeune à se projeter en travaillant avec lui plusieurs thématiques : la mobilité, la gestion d'un budget et la prise d'autonomie. Nous envisageons cette année, de monter des projets « parcours vacances » avec des jeunes intéressés par les projets de « services volontaires européens ».

En 2018; un projet à permis à un groupe de jeunes majeurs, de partir sans accompagnateur.
Cette action a été possible grâce à la présence d'une Assistante Sociale en 2ème année de formation à la Croix Rouge qui a, au cours d'ateliers, accompagné les jeunes dans cette démarche.

Activités sportives et culturelles pour les jeunes accompagnés, dont ceux en Garantie Jeunes

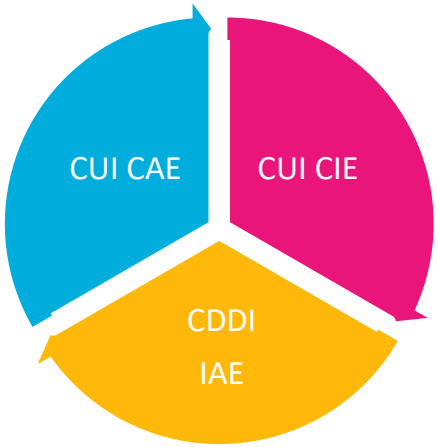
- Réalisation de graph (Street Art) dans la cour de la Mission Locale
- Accompagnement à des concerts à la Luciole
- Accompagnement des jeunes à differentes Expositions
- 1er semestre 2019, séjour Canoe Kayak pour 11 jeunes de la Mission Locale. À Pont d'Oully
- La ML va devenir 1 point relais pour promouvoir la carte Atouts Normandie auprès des jeunes

DES DISPOSITIFS SPÉCIFIQUES D'ACCOMPAGNEMENT

Un objectif : Favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi

	Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Evolution 2018/2017
Périodes de découvertes en entreprises	131	246	438	392	401	+2,3 %
Positionnement sur la P.F.V	23	21	50	25		
Récupération et gestion des offres M.L.	240	217	177	139 (261 postes)	90 (158 postes)	-35,2 %
Jeunes parrainés	30	35	38	50	50	

Les contrats aidés en baisse



CUI CAE PEC_
19 demandes d'aides signées dans le secteur NON Marchand
34 Jeunes bénéficiaires

Cui PEC

167 jeunes positionnés sur des chantiers I.A.E.
74 jeunes ont signé un CDDI

Partenaires : AGIR_ATRE_Collectif d'Urgence _ Resto du Cœur _ Revivre _Régie des Quartiers_ Alençonnaise Id'ées Intérim - AIDE

CDDI _ IAE

2017 fin des Contrats Aidés CUI CAE et CUI CIE
Janvier 2018 mise en œuvre des
Parcours **E**mploi **C**ompétences
Dans le secteur Non Marchand

Accompagnement

+

Acquisition de compétences

+

Expériences

P.E.C.

La Mission Locale a un objectif 2019 de 15 contrats à négocier.

La Garantie Jeunes

142 nouveaux jeunes ont intégré le dispositif en 2018, 518 depuis mai 2015,

la Garantie Jeunes est à la fois :

- un contrat d'engagements réciproques d'un an entre un jeune et son conseiller Mission Locale
- Un parcours d'accompagnement collectif intensif sur les 4 premières semaines à temps plein (ateliers coaching, gestes et postures, S.S.T., budget, Parcours Santé, simulations d'entretiens…)
- Une démarche personnalisée fondée sur le principe de « l'emploi d'abord », et de mises en situations professionnelles.
- Une allocation forfaitaire mensuelle de 484,82€ pour sécuriser le quotidien (logement, transports…), réévaluée au 1er avril 2019 (492,57 €)

Depuis janvier 2017, la Garantie Jeunes est un droit pour les jeunes de 16 à moins de 26 ans, en situation de précarité sociale et financière. La procédure d'entrée dans le dispositif a été allégée.

- **30 % des jeunes entrés en Garantie Jeunes sont issus des QPV**
- **10,6 étaient mineurs**
- 17,2 % sont sortis avant les 12 mois pour déménagement, abandon, ou exclusion pour non respect
- 19 jeunes ont bénéficié d'un renouvellement permettant d'aller jusqu'à 18 mois d'accompagnement
- **95,8 % ont au moins effectué une immersion** au cours des 12 mois d'accompagnement

Des ateliers à la carte

La participation à différents forums pour l'emploi

- Postures avec l'Association Play
- Budget (Caisse d'Epargne et Crédit Agricole)
- Santé (CARSAT et CPAM)
- Le blason
- Estime de soi
- Coaching emploi en groupe et individuel
- Eco Citoyenneté avec la C.U.A.
- Job dating (Deauville, Honfleur..)

Un partenariat multiple

Justice _ Santé _ Employeurs _ Administration_ Parrains _ Professionnels

Un dispositif toujours en mouvement :

- Relooking de l'accueil de la Mission Locale par des jeunes de la GJ en partenariat avec les ateliers de la PJJ
- Création d'une frise sur un mur extérieur de la Mission Locale
- Un partenariat avec le SESSAD pour accueillir des jeunes souffrant de troubles psycho sociaux

Des résultats positifs pour les jeunes (au 31 mars 2019), en cumul depuis 2015

77,1 % de sorties positives

(73,4 % échelon national)

Le P.A.C.E.A.

Droit à l'accompagnement ouvert à tous jeunes âgés de 16 à 25 ans, incluant la Garantie Jeunes

En amont, réalisation d'un diagnostic approfondi de la situation du jeune et des freins périphériques à son insertion

Durée : maxi 24 mois consécutifs
Composé de phases (4) incluant des objectifs liés à l'emploi, la formation, mais aussi à la résolution des problèmes annexes

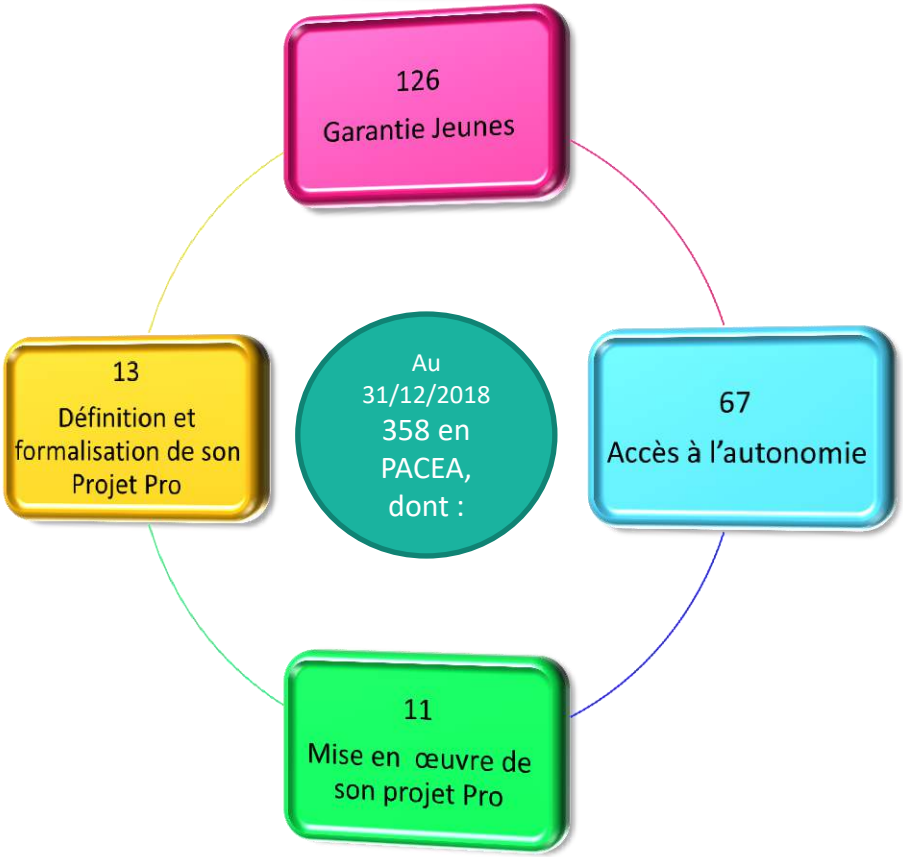
Depuis fin 2018, une nouvelle phase a été déployée le P.I.A.L.. D'une durée de 3 à 6 mois, cette phase s'adresse exclusivement à des jeunes réfugiés, ayant réalisé leur C.I.R., mais dont l'apprentissage de la langue n'est pas totalement acquis.

La durée des phases est définie entre le jeune et son conseiller (sauf Garantie Jeunes)

S'appuie sur une contractualisation entre le jeune et son conseiller

Accompagné d'une allocation interstitielle, dont le montant correspond au plus au R.S.A., plafonné à 3 fois pour un an

367 Diagnostics individuels
↳ 253 signatures de PACEA



17 668 € attribués pour une aide à la subsistance à 112 jeunes (hors GJ)

Les outils d'accompagnement vers l'emploi

310 Entreprises partenaires – 723 échanges
321 offres négociées
(158 contrats de travail + 163 Immersions)

Les P.M.S.M.P Périodes de Mises en Situation en Milieu Professionnel

- De quelques jours à 1 mois, ces périodes de mises en situation professionnelle, au sein des entreprises sont un atout pour les jeunes.
- 3 objectifs visés :
  - Découvrir un métier
  - Confirmer un projet professionnel
  - Initier une démarche de recrutement
- Les jeunes sont accompagnés par leur conseiller dans leur démarche pour négocier auprès des employeurs ces immersions ou bénéficient du réseau d'entreprises partenaires de la Mission Locale.
- Les conseillers réalisent des bilans avant le terme de la période d'immersion avec les jeunes et l'employeur pour évaluer les compétences acquises.

Résultats
258 jeunes concernés
401 PMSMP, dont :

- 101 confirmation de projet
- 177 découverte d'un métier
- 74 pour initier un recrutement

L'espace Ressources

- 5 postes informatiques_ 5 ordinateurs portables_6 tablettes, à la disposition des jeunes en libre accès, ainsi qu'un accès à PARCOUREO
- En dehors du lieu ressources, ateliers CV/Lettre de Motivation, et simulation d'entretiens pour des jeunes proches de l'Emploi ou présents sur la Garantie Jeunes.
- ***En outre, en 2017, de nouveaux ateliers, avec utilisation des nouvelles technologies ont vu le jour, grâce notamment à l'application Clic'n Job.***
- ***Par ailleurs, début 2017, 4 animations ont été proposées aux jeunes sur l'utilisation du numérique que ce soit dans la recherche d'emploi, mais également la vie quotidienne et l'E-Réputation***.

Résultats :

- 227 jeunes ont participé aux Ateliers CV et LM
- 59 ont été mis en situation d'entretiens d'embauche
- 334 ont eu accès au lieu ressources

Positionnement et accompagnement de jeunes sur divers forums

- Grâce au partenariat avec la Ville d'Alençon, possibilité de bénéficier de minibus, gracieusement, pour accompagner des jeunes sur divers forums emploi. Ainsi en 2018 : ,
  - Novembre _ Olympiades des Métiers à Caen
  - Mars 2018_Salon pour l'emploi dans l'Hôtellerie/Restauration à Touques
  - Janvier 2018_ Journée de recrutement groupe BARRIERE_ Deauville (7 jeunes)

Depuis 2017, la Mission Locale du pays d'Alençon est labellisée Plateforme de d'intermédiation de Service Civique.
Cet agrément permet de positionner des jeunes sur 24 missions différentes dans 7 thèmes :

- Solidarité,
- Santé
- Education pour tous
- Culture et loisirs
- Environnement
- Mémoire et citoyenneté
- Intervention d'urgence

Résultats :

- 53 jeunes ont signé un service civique en

Le Parrainage.

Ce dispositif existe au sein de la Mission Locale depuis 2004, animé par un chargé de relation entreprises, référent Parrainage.
Chaque année des jeunes proches de l'emploi sont positionnés sur le dispositif Parrainage, et bénéficient à ce titre d'un accompagnement, de conseils, d'appuis, de parrains/marraines du secteur professionnel correspondant à leur projet.

- Accompagnement de courte durée : de 1 à 3 mois.
- Action faisant l'objet de 2 conventions financières : Etat et CGET pour des jeunes en QPV
- Un réseau de 86 parrains (26 % ont moins de 40 ans, 64,5 % issus du secteur public)
- Recours aux parrains sur
  - le dispositif Garantie Jeunes, sur des groupes ou en individuel
  - La fin des emplois d'avenir, lorsque le jeune n'a pas de solution positive.

Résultats 2018 :

- 50 jeunes parrainés, (58 % de jeunes femmes_ 82 % de niveau Bac et Plus)
  - 72 % de sorties positives :
    - CDI : 4
    - CDD : 18
    - Intérim : 3
    - Auto entrepreneur : 1
    - Alternance : 2
    - Formation 5

« Insert'Up. »

- Insert'Up accompagne l'envie d'entreprendre des jeunes, quel que soit leur projet : entreprise, association, événement, etc…)..
- Son objectif :
  Accompagner et former les porteurs de projet pour qu'ils développent les moyens de dynamiser leur insertion en particulier leur parcours vers l'emploi
- Insert'up vise également à promouvoir l'esprit d'entreprendre et à sensibiliser les jeunes quant aux compétences entrepreneuriales, transférables dans le monde professionnel(esprit d'équipe, créativité, confiance en soi, persévérance, sens des responsabilités, etc

Réalisé en entretien individuel ou atelier collectif, chaque jeune peut y faire émerger et murir son projet grâce à 4 étapes.

- Mieux se connaître en tant que porteur de projet (ses atouts, compétences, motivations, ressources et contraintes) pour affirmer ses choix et son projet
- Définir et mûrir son idée pour la formuler le plus précisément possible
- Découvrir l'environnement de son projet, le confronter à la réalité et trouver des soutiens
- Définir l'adéquation des informations sur soi, son projet et son environnement dans le but de définir un plan d'action, se lancer ou définir d'autres pises.

Résultats 2018 :

- **10 Nouveaux jeunes**, avec des projets divers : (structure d'accompagnement des apprentis dans les CFA, orphelinat, entreprise de bucheronnage, association visant à travailler et développer l'image numérique de chacun, société d'ambulances, application visant à valoriser les bonnes actions…..)
- **16 sont sortis , dont 50 % en situation positive** :
  - 1 jeune en CDI _ 4 en CDD, dont 3 ont signé ensuite un CDI
  - 1 personne a créée son activité en couture revalorisation
  - 1 personne est entrée en formation qualifiante _ 1 est sur la formation permis de conduire d'Edith Bonnem

Travailler le projet professionnel et se qualifier

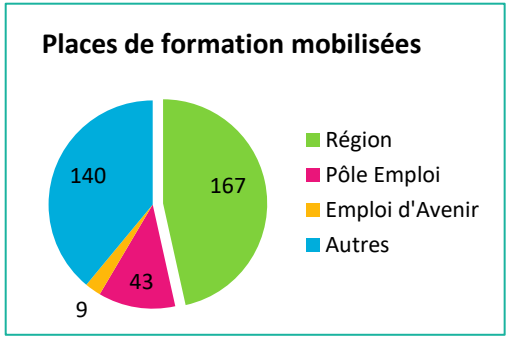
LA FORMATION ET L’ALTERNANCE

La Formation

Un référent formation par Organisme de formation au sein de la Structure ainsi qu'un référent pour la Région.

359 actions de formations mobilisées en 2018
271 Jeunes (16,6 %) concernés :

- ✓ 41 % avaient un niveau V non validé et infra
- ✓ 25,1 % résidaient sur un Quartier Politique de la Ville
- ✓ 22,1 % en Zone Rurale de Revitalisation



19,1 % des entrées en formation Région concernant le dispositif Réussir.
Les autres ont pour objet une entrée en pré-qualifiant ou qualifiant.

Dans Autres, on retrouve EPIDE (7 entrées) AGEFIPH (8), compétences clés, etc…

Focus sur les actions Déclic de l'AFPA

24 Positionnements – 19 jeunes	Nb de propositions	Nb de jeunes
Atelier 1 > Découvrir et essayer son métier de demain en grandeur nature	8	7
Atelier 2 > Se situer dans les savoirs de base attendus pour réussir son insertion professionnelle	1	1
Atelier 3 > Mieux mobiliser ses capacités et gagner en confiance	5	2
Accès à la restauration collective de l'AFPA	1	1
Accès à un hébergement et aux animations	9	7

L'alternance

Un partenariat étroit avec les 7 C.F.A. situés sur notre territoire au travers la désignation au sein de la Mission Locale d'une référente Alternance, mais également avec les chambres consulaires

Intervention au sein des CFA du bâtiment et des 3 I.F.A. pour appuyer les jeunes dans leur recherche d'emploi (C.V, Lettre de motivation, entretien de simulation).

Conditions particulières et privilégiées pour le positionnement des futurs apprentis accompagnés par la Mission Locale dans les secteurs de l'Agriculture et de l'Artisanat

Résultats :

- ➲ 55 contrats signés en 2018 _ 77 jeunes accompagnés au cours de leurs contrats en alternance
- ➲ Concernant notre intervention au sein des CFA :
  - ➲ 9 ½ journées pour les jeunes au CFA Bâtiment
  - ➲ 39 Jeunes de notre territoire concernés
  - ➲ Action renouvelée pour 2019 à la demande des CFA

Evolution et enjeux 2019-2022

CONCERNANT LES POLITIQUES PUBLIQUES

- Des financements de plus en plus liés aux résultats emploi/formation :
  - 1 part variable de 15 % sur les financements Etat
  - 1 part variable de 20 % pour le Conseil Régional
  - Des indicateurs de performance renforcés

- Une réduction des financements publics
  - - 4,46 % pour l'Etat
  - - 3 % pour la Région

- A Contrario, une généralisation des financements par appel à projet
  - Mise en œuvre du Plan Investissement dans les Compétences. La Mission Locale a répondu à l'Appel à Projet « repérage des jeunes invisibles » dans le cadre d'un consortium avec l'Association Régionale des Missions Locales Normande
  - Appel à Projet Réfugiés et Pré-Apprentissage dans lesquels nous sommes partenaires avec la Boîte aux Lettres pour le premier et les C.F.A. Bâtiment, 3 I.F.A. et C.F.A.I. pour le second. La finalité étant d'accentuer le nombre de jeunes N.E.E.T. de niveau infra IV en apprentissage

CONCERNANT LES JEUNES

- Repérage des jeunes en situation de décrochage, invisibles ou perdus de vue.
  - Mettre en œuvre de notre action de territoire « Repérage des invisibles » qui vise d'une part à proposer notre offre de services « Hors les murs » y compris en horaires décalés, et d'autre part les accrocher sur la base d'un « FabLab mobilité ».
  - Toucher les jeunes invisibles qui sortent peu de chez eux et les fidéliser par le biais des réseaux sociaux. Embauche au sein de la Mission Locale d'un jeune community manager/web marketing.
  - Apporter de la souplesse sur la première prise de contact des jeunes avec la Mission Locale par :
    - La mise en œuvre de la Boussole (inscription en ligne) en lien avec le B.I.J. (Bureau Information Jeunesse) et la C.A.F. (Caisse d'Allocations Familiales).
    - Créer, au siège, un espace d'accueil plus ouvert et convivial avec affichages dynamiques ainsi qu'à l'espace ressources.
    - Signalétique événements Mission Locale sur des panneaux lumineux, gazettes des collectivités locales
- Réaliser des parcours globaux sans couture/sans rupture en levant les freins périphériques à l'emploi
  Participer à la mise en œuvre avec le Conseil Régional des formations dans le cadre du PACTE
- Avoir une attention particulière pour les jeunes les plus vulnérables – publics spécifiques :
  - Jeunes réfugiés
  - Jeunes mineurs non accompagnés
  - Jeunes sous main de justice
  - Jeunes bénéficiaires du R.S.A
  - Jeunes fragiles psychologiquement
  - Jeunes avec une reconnaissance M.D.P.H.

4 C.D.C. sur le territoire

FOCUS SUR LES COMMUNAUTES DE COMMUNES

C.D.C de la Vallée de la Haute Sarthe

89 JEUNES ACCOMPAGNÉS EN 2018, dont 32 pour la 1ère fois

- 54 % de jeunes femmes

Niveaux de formation :

- ✓ 4 jeunes ont un diplôme de niveau III et plus
- ✓ 20 jeunes ont un diplôme de niveau IV
- ✓ 30 jeunes un diplôme de niveau V
- ✓ 18 jeunes ont un diplôme de niveau Vbis ou VI (DNB, CFG)
- ✓ **17, soit 19,1 % n'ont aucun diplôme.**

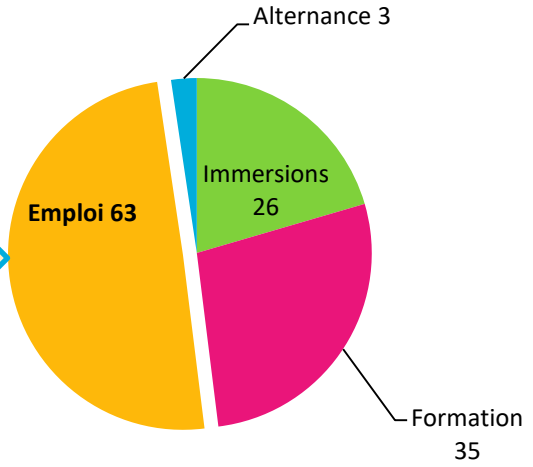
370 entretiens physiques (Information collective, Atelier, Entretien Individuel) avec leurs conseillers

127 mesures mobilisées pour 65 jeunes .

516 propositions, dont : 49 % liées à l'emploi, 9,1 % à la formation et 15,3 % au projet Professionnel

Détail des contrats de travail :

- o 10 CDI (Y compris T. Partiel)
- o 27 CDD (Y compris T partiel)
- o 12 missions Intérim
- o 3 CUI CAE CDD
- o 4 CDD Insertion
- o 7 autres contrats



Communauté Urbaine d'Alençon

1317 JEUNES ACCOMPAGNÉS EN 2018, dont 454 pour la 1ère fois
48,1 % de jeunes femmes

Niveaux de formation :

- ✓ 73 jeunes ont un diplôme de niveau III et plus
- ✓ 321 jeunes ont un diplôme de niveau IV
- ✓ 339 jeunes un diplôme de niveau V
- ✓ 218 ont un diplôme de niveau Vbis ou VI (DNB, CFG)
- ✓ **366 soit 27,8 % n'ont aucun diplôme.**

9 230 entretiens physiques (Information collective, Atelier, Entretien Individuel) avec leurs conseillers
1 719 mesures mobilisées pour 819 jeunes .

15 394 propositions, dont : 54,9 % liées à l'emploi ; 7,2 % à la formation ; 10,4 % à la citoyenneté et 12,9 % au projet professionnel

Zoom sur les jeunes des quartiers de Courteille et Perseigne

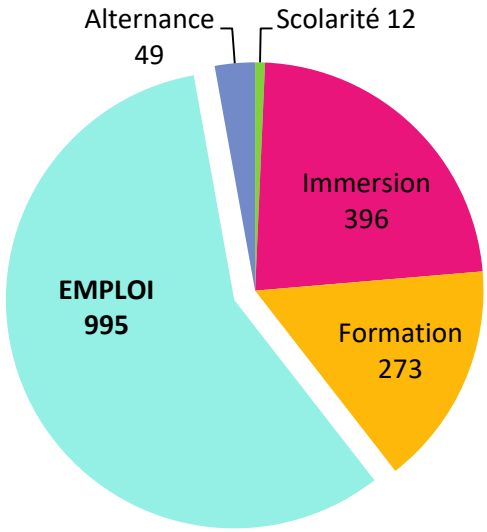
556 Jeunes issus de ces quartiers ont été accompagnés en 2018 dont 179 pour la première fois.

656 mesures professionnelles pour 319 jeunes, dont

- ✓ 359 contrats de travail
- ✓ 18 contrats alternés
- ✓ 113 actions de formations
- ✓ 163 immersions
- ✓ 3 retour Education Nationale

Détail des contrats de travail :

- o 109 CDI
- o 478 CDD
- o 275 missions Intérim
- o 28 CUI CAE/CIE
- o 65 CDD Insertion
- o 27 CDD Saisonnier
- o 15 autres contrats
- o 8 non salarié (auto entrepreneur, repreneur…)



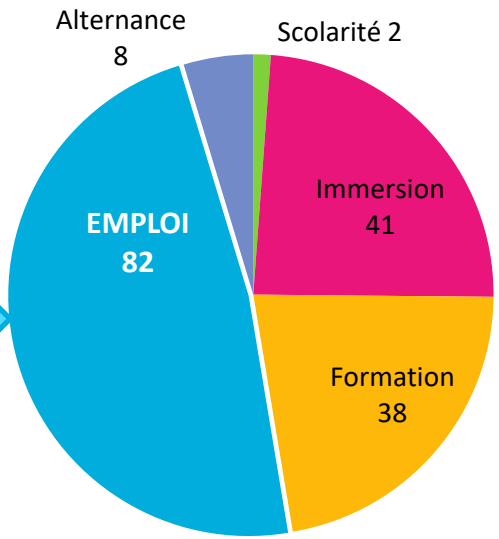
131 JEUNES ACCOMPAGNÉS EN 2018, dont 71 pour la 1ère fois
42,7 % de jeunes femmes
Niveaux de formation :

- ✓ 11 jeunes ont un diplôme de niveau III et plus
- ✓ 26 jeunes ont un diplôme de niveau IV
- ✓ 37 jeunes un diplôme de niveau V
- ✓ 17 ont un diplôme de niveau Vbis ou VI (DNB, CFG)
- ✓ **40, soit 30,5 % n'ont aucun diplôme.**

469 entretiens physiques (Information collective, Atelier, Entretien Individuel) avec leurs conseillers
171 mesures mobilisées pour 935 jeunes .
988 propositions, dont : 51,8 % liées à l'emploi ou la formation, 13 % liées au Projet Professionnel

Détail des contrats de travail :

- 12 CDI
- 51 CDD y compris temps partiel
- 14 missions Intérim
- 2 CUI CAE CDD
- 2 CDD Insertion
- 1 auto entrepreneur



C.D.C du pays Fertois et Bocage Carrougiens

19 JEUNES ACCOMPAGNÉS EN 2018, dont 11 pour la 1ère fois
57,8 % de jeunes femmes

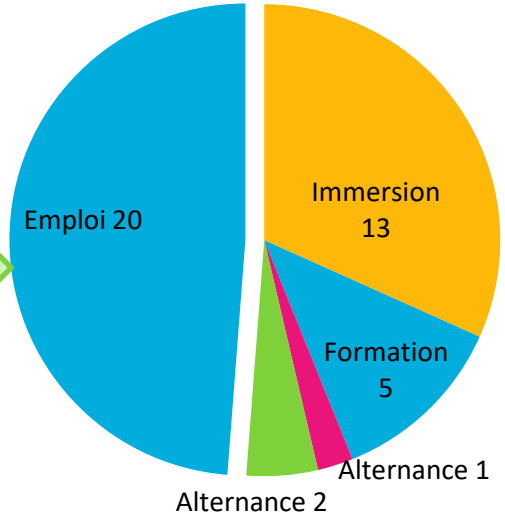
Niveaux de formation :

- ✓ 7 jeunes ont un diplôme de niveau IV
- ✓ 8 jeunes un diplôme de niveau V
- ✓ 2 ont un diplôme de niveau Vbis ou VI (DNB, CFG)
- ✓ **2, soit 10,5 % n'ont aucun diplôme.**

114 entretiens physiques (Information collective, Atelier, Entretien Individuel) avec leurs conseillers
41 mesures mobilisées pour 23 jeunes .
172 propositions, majoritairement liées à l'emploi (53,5 %) et au projet professionnel (17,4 %),

Détail des contrats de travail :

- 3 CDI
- 12 CDD
- 4 missions Intérim
- 1 auto entrepreneur



Le D.L.A (Dispositif Local d'Accompagnement)

Le DLA est une mission confiée pour 3 ans par l'Etat et la Caisse des Dépôts à une structure porteuse. Depuis 2004, la Mission Locale d'Alençon est en charge d'animer le DLA pour le département de l'Orne. En 2016, le conventionnement a été renouvelé pour une période de trois ans (2017-2019), traduisant ainsi la confiance des financeurs en la Mission Locale pour conduire cette mission.
Le fonctionnement de ce dispositif est assuré par deux salariées, Houy NIL, assistante administrative, et Delphine SABATIER, chargée de projet.

Le DLA est destiné à **soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur associatif et plus généralement dans l'économie sociale et solidaire.** Il s'adresse aux *structures qui emploient au moins un salarié et qui exercent des activités et services d'utilité sociale :* associations, structures d'insertion par l'activité économique, coopératives (Scop, Scic).

Les **objectifs du DLA** sont :

- d'accompagner la réalisation de stratégies de consolidation et de développement des activités d'utilité sociale sur le territoire ;
- de favoriser la création et la pérennisation d'emplois de qualité au service des structures et de leurs projets ;
- d'aider les structures à renforcer leurs compétences pour leur permettre d'adapter leurs activités à l'évolution de leur environnement et de renforcer leur fonction employeur ;
- de faciliter l'ancrage des activités et des structures accompagnées sur leur territoire d'action ;
- de rechercher la complémentarité et l'articulation des interventions du dispositif avec les ressources et compétences présentes sur le territoire.

Le DLA intervient en 5 étapes :

Accueil

- Rencontre avec la structure
- Analyse les besoins et la pertinence d'une intervention du DLA
- Orientation vers d'autres dispositifs et/ou autres acteurs ressources de l'accompagnement

Diagnostic

- Réalisation d'un état des lieux global et partagé de la structure
- Identification des enjeux et de la problématique
- Définition des besoins d'accompagnement en réponse aux besoins repérés

Comité d'appui

- Mobilisation des partenaires des structures et du DLA
- Enrichissement du diagnostic et des actions d'accompagnement préconisées
- Mobilisation d'appuis complémentaires (réseaux, fédérations, institutionnels…)

Accompagnement

- Accompagnement par un prestataire qualifié sur les besoins identifiés
- Format individuel ou collectif (plusieurs associations souhaitant travailler sur un même sujet).
- Mise en réseau avec les partenaires

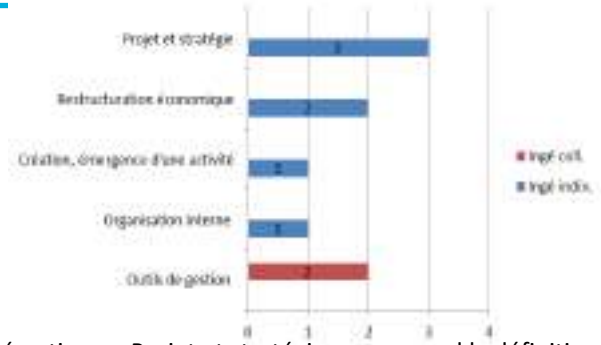
Suivi

- Bilan et évaluation de la démarche
- Suivi de la situation et de l'évolution de la structure sur la durée

Les résultats du DLA en 2018

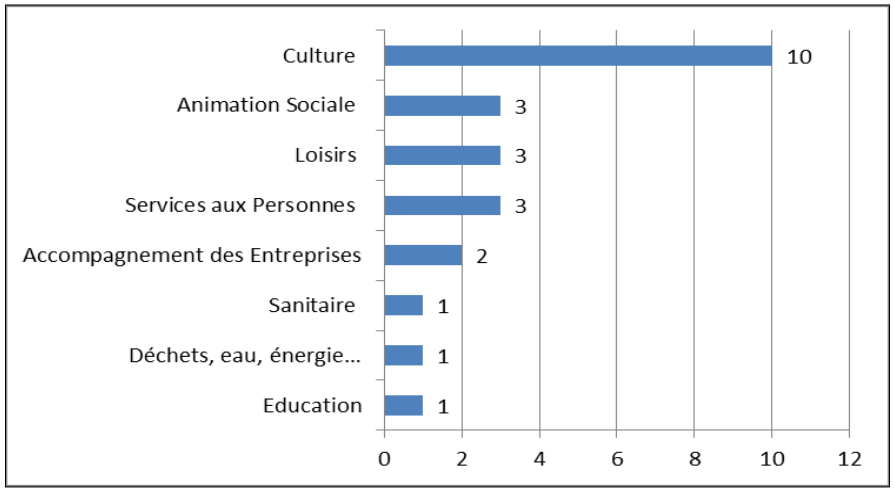
En 2018, le DLA est intervenu auprès **de 25 structures,** ce qui représente **164 emplois** sur le département**.**
9 ingénieries d'appui-conseil ont été mises en place **(7** individuelles et 2 collectives)

Thématiques des ingénieries



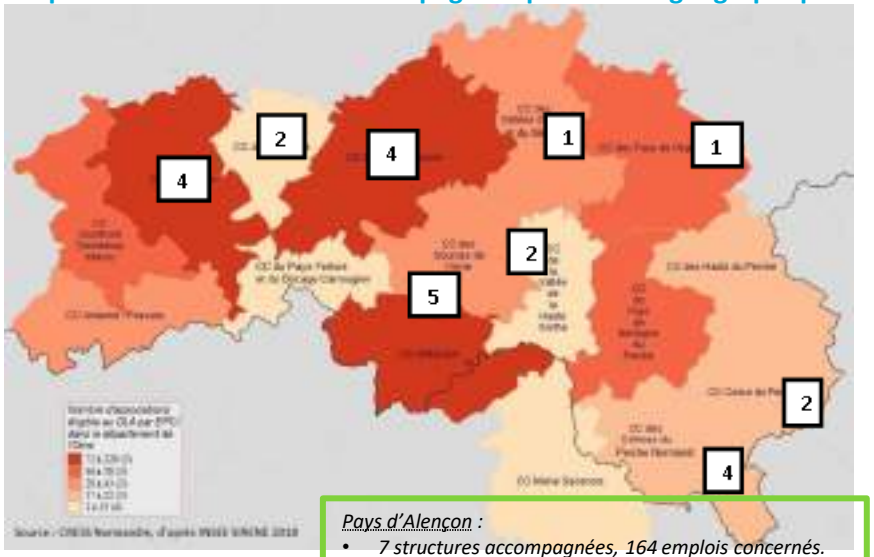
- La thématique « Projet et stratégie » comprend la définition d'une stratégie de développement et la formalisation d'un projet associatif.
- Les deux ingénieries collectives portent sur la mise en place d'outils de gestion au sein des associations.

Répartition des structures accompagnées par secteur d'activité



- Le secteur « culture, art et patrimoine » est le plus représenté avec 10 associations, soit 40 % des structures accompagnées. Cela concerne des compagnies de théâtre, des compagnies de danse, une scène de musiques actuelles, une association proposant une offre culturelle pluridisciplinaire en territoire rural et un musée.
- Le secteur « Loisirs » et « Animation sociale» concernent 2 centres de loisirs, 2 centres sociaux et 2 associations d'éducation populaire.

Répartition des structures accompagnées par secteur géographique



Pays d'Alençon :
- *7 structures accompagnées, 164 emplois concernés.*
- *4 ingénieries individuelles.*

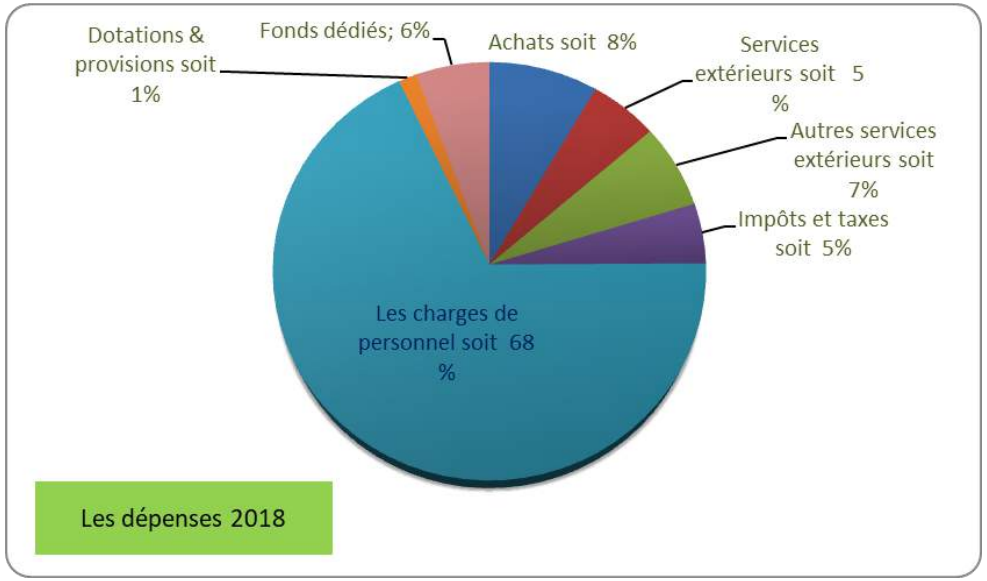
Pour 2019, le DLA de l'Orne souhaite poursuivre son implication dans le développement et la structuration de l'Economie Sociale et Solidaire sur les territoires ornais, en accompagnant les entreprises de l'ESS à faire face aux évolutions rapides et aux profondes mutations de leur environnement (loi NOTRe, coopérations entre acteurs, évolutions réglementaires, etc.). Pour ce faire, le DLA envisage la mise en place d'un **accompagnement collectif thématique**, en particulier sur **la stratégie de communication externe**, permettant aux structures de **renforcer la visibilité et la lisibilité de leur projet sur leur territoire**.

Par ailleurs, le DLA souhaite poursuivre les **démarches de communication sur le dispositif**, afin de renforcer sa visibilité auprès des structures de l'ESS. La sollicitation d'un **radio associative locale**, pour une présentation du DLA avec un **témoignage d'une association accompagnée** est ainsi envisagée.

Enfin, la mission conduite par le DLA sur le département de l'Orne ne pourrait se faire sans l'articulation avec l'ensemble des **partenaires d'appui à la vie associative** et, plus largement, d'appui à l'ESS : têtes de réseaux, services déconcentrés de l'Etat, institutions et collectivités locales. Pour favoriser des dynamiques locales, répondre aux enjeux des structures et valoriser le Réseau de la Vie Associative Ornaise, dont le DLA est membre actif, l'organisation d'un **forum de la vie associative départemental** est prévu au cours du 2nd semestre 2019

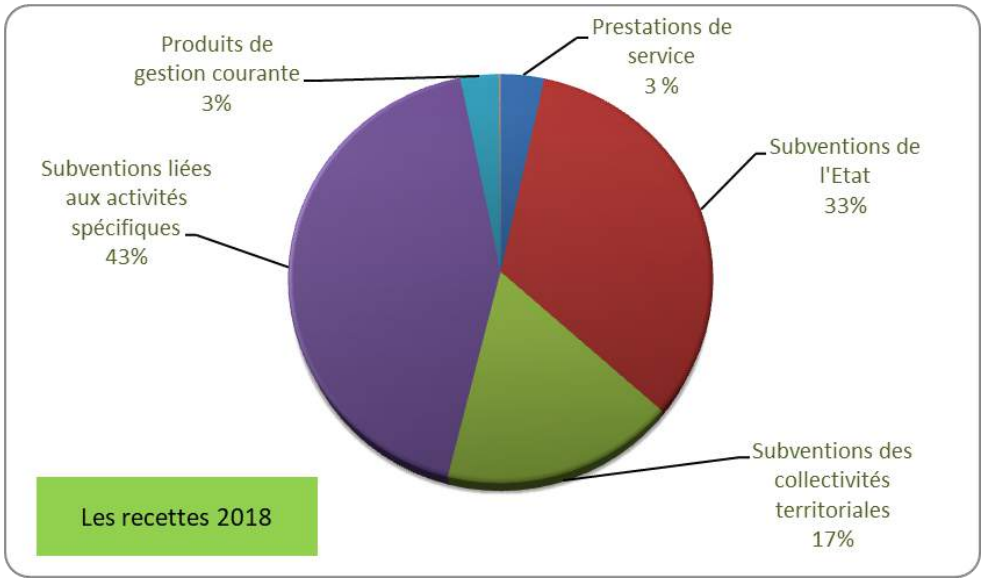
Les comptes 2018

Les dépenses	Exercice 2018	
Les achats	103 393 €	8%
Les services extérieurs	65 114 €	5%
les autres services extérieurs	80 566 €	7%
Les impôts et taxes	57 180 €	5%
Les charges de personnel	835 928 €	68%
Les dotations aux amortissements et provisions	17 451 €	1%
Autres charges	4 €	0%
Fonds dédiés	69 613 €	6%
TOTAL CHARGES	1 229 249 €	100%



Les recettes	Exercice 2018	
Prestations de service	42 684 €	3%
Subventions de l'Etat	414 302 €	33%
Subventions des collectivités territoriales	215 402 €	17%
Subventions liées aux activités spécifiques	536 078 €	43%
Produits de gestion courante	37 664 €	3%
Les produits financiers	971 €	0%
les produits exceptionnels	840 €	0%
TOTAL PRODUITS	1 247 941 €	100%

RESULTAT 2017	18 692 €



Le prévisionnel 2019

Les dépenses	Exercice 2019	
Les achats	107 500 €	9%
Les services extérieurs	65 300 €	6%
Les autres services extérieurs	101 677 €	9%
Les impôts et taxes	55 720 €	5%
Les charges de personnel	820 716 €	70%
Autres Charges		0%
Dotations aux amortissements et provisions	10 346 €	1%
Dotations aux amortissements : Leader	9 086 €	1%
Provision IDR (Indemnité de Départ à la Retraite)	7 500 €	1%
Total des dépenses	1 177 845 €	100%

Les recettes	Exercice 2019	
Prestations de service	41 988 €	4%
Subventions de l'Etat	515 824 €	44%
Subventions des collectivités territoriales	213 325 €	18%
Subventions liées aux activités spécifiques	327 699 €	28%
Les produits de gestion courante	13 995 €	1%
Les produits financiers	500 €	0%
Reprise Fonds dédiés	69 612 €	6%
Total des recettes	1 182 943 €	100%

Résultat de l'exercice	5 099 €

Commentaires sur le prévisionnel 2019 :

Un budget 2019 en baisse de 51 400 €

Charges de personnel, effectif identique à 2018 sauf :

- La fin d'un emploi d'avenir en mars 2019, non renouvelé et partiellement remplacé par un PEC (Parcours Emploi Compétence) 20 h
- L'évolution d'un salarié de la Garantie Jeune de Conseiller 1 à Conseiller 2 en juillet 2019 en CDI
- Le recrutement d'un stagiaire FOREM en formation Web Master de février à septembre 2019 (coût 1575 €) et poursuite avec un contrat de professionnalisation jusqu'en juin 2020,
- Charges sociales : baisse du taux de cotisation Urssaf maladie de 6 % (réduction des cotisations de 33035 €)

Dotations aux amortissements leader : nous avons déposé un dossier « Intégrer le numérique pour faciliter l'insertion… des investissements sont prévus en proportion de la subvention affichée en produit pour un montant de 9086 €

Subvention Etat : Convention Pluriannuelle d'Objectifs regroupant CPO et GJ pour une durée de 4 ans de 2019 à 2022

- CPO - 4,46 % par rapport à 2018
- Garantie Jeunes : financement de 150 jeunes à 800 €/jeune soit 120 000 € au lieu de 1280 €/jeune en 2018 +20 % part variable.

Le taux de sortie à l'emploi 2017 (comptabilisé en 2018) est de 46 % soit 20232 €

2018 GJ + CPO = 613 734 € (140 jeunes en GJ)
2019 GJ + CPO = 532 182 € (150 jeunes en GJ)
SOIT - 81 552 €

Reprise Fonds dédiés 2018 en attente d'un avenant de la DIRECCTE POUR 2019 :

- Garantie Jeune : rappel du calcul (2018 : financement d'un jeunes à 1600 € * 80 % soit 1280 €; 2019 :800 € par jeune soit un écart de 480 €, Moyenne =480/2 = 240 * 150 jeunes 2019 soit 36000 €)
- FIT Relation entreprise : 27013 € financement accordé de mi décembre 2018 à décembre 2019
- FIT mobilité : 4100 € Action menée en 2019
- PAT ville d'Alençon : CV Vidéo action menée en 2019

Le personnel : 27 salariés sur l'année, soit 21 ETP

Unité de travail	ETP	Dont contrats aidés
Service Insertion (y compris accueil)	11,97	3
Service emploi	3,80	
Gestion administrative	2,38	
Employée de Ménage	0,46	
Hors activité ML	2,50	
Total ETP	21,10	

24 salariés présents au 31/12/18

Encadrement/gestion : Directeur, Responsable de secteur, Assistante Financière

2 Salariés pour DLA : Responsable de secteur et assistante de gestion

Prestations de service pour l'Animation régionale et Atelier mob

3 salariés pour l'Accueil du public

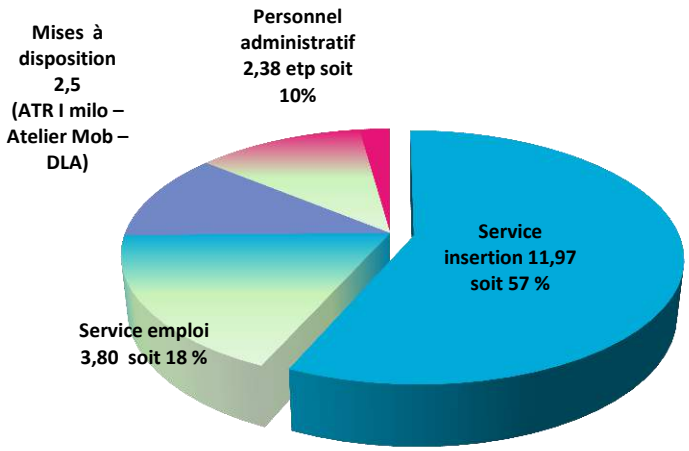
6 conseillers pour le Service Insertion :

4 Salariés pour la Garantie Jeunes : 1 chargé de projet et 3 conseillers

4 salariés pour le Service Emploi : 3 conseillers et un chargé de documentation

Ménage

Répartition du personnel par secteur d'activité



<u>27 Salariés sur l'année pour 24 présents au 31/12/18</u>

3CDD pour remplacement

- 2 congés maternité
- 1 salarié en formation diplômante
- 104 jours de formation mobilisés pour l'ensemble du personnel
- Mouvements : 3 départs/ 3 arrivées
- 4 services civiques
- 2 stagiaires

26 % d'hommes
74 % de femmes

La moyenne d'âge est de 42 ans

L'ancienneté moyenne est de 10 ans

2018 en images…….

Alençon. À la Mission locale, les parrains épaulent les jeunes

Alençon. Coup de jeune pour la Mission locale

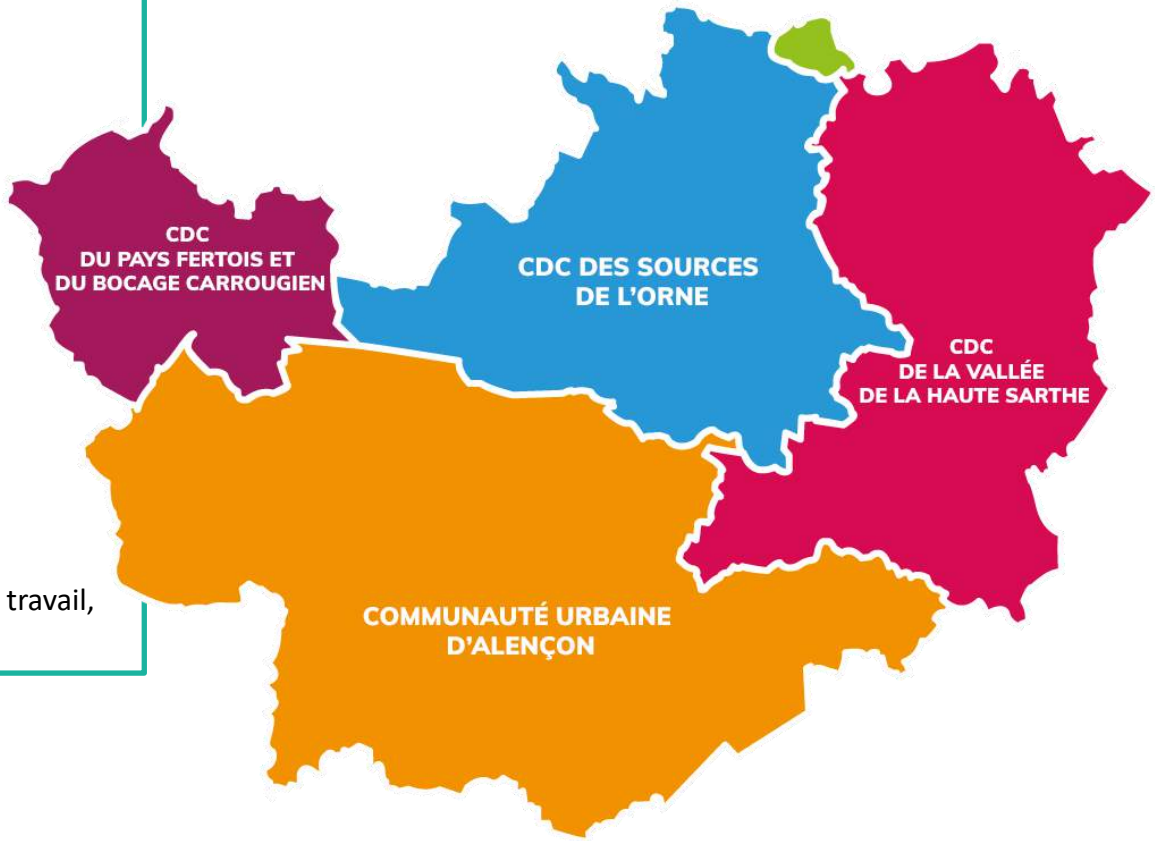
La Mission Locale
œuvre pour l'insertion
des jeunes

La Mission Locale du pays d'Alençon, intervient sur 90 communes, 4 C.D.C., 2 Départements.

8 Points d'accueil réguliers

- **Le siège : 59 rue Saint Blaise à Alençon (02.33.32.05.94)**
- **6 permanences, dont**
  - **5 en zones rurales**
    - Carrouges
    - Le Mêle S/Sarthe
    - Courtomer
    - Sées
    - Villeneuve en Perseigne
  - **2 dans les Quartiers Politique de la Ville**
    - Courteille
    - Perseigne

- Les rencontres avec les jeunes se font également sur le lieu de travail, en organisme de formation, chez un partenaire, etc…



	Sées	Carrouges	Courtomer Villeneuve en Perseigne	Le Mêle S/Sarthe	Courteille	Perseigne
Permanences	2 ½ journées par semaine Mardi P.M. et jeudi A.M.	1 permanence semaine Jeudi A.M.	À la demande	1 permanence semaine Mercredi A.M.	1 permanence tous les 15 jours Lundi A.M.	1 permanence semaine Mardi A.M.
Nb Permanences réalisées en 2018	57	15		15	12	24
Nb de jeunes rencontrés	95	18		39	26	67

Document imprimé par Renard Impression/Juin 2019